

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA COLONIE
DU HAUT SÉNÉGAL ET NIGER

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 1^{er} Juin 1910, à 1 h. 30 du soir

PAR

CH. MAHAUT

Lieutenant d'Infanterie Coloniale

Ancien Adjoint au Commandant du Cercle de Tillabery

Président : M PERREAU.

Suffragants : { MM. LESŒUR. } *Professeurs.*
 { TRUCHY. }

LIBRAIRIE ANCIENNE ET MODERNE

GEORGES CRÈS ET C^{IE}

3 bis, Place de la Sorbonne, PARIS

—
1910

THÈSE POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA COLONIE
DU HAUT SÉNÉGAL ET NIGER

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Mercredi 1^{er} Juin à 1 h. 30 du soir

PAR

CH. MAHAUT

Lieutenant d'Infanterie Coloniale

Ancien Adjoint au Commandant du Cercle de Tillabery

Président : M. PERREAU.

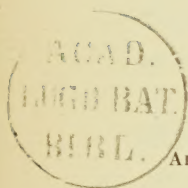
Suffragants : { MM LESŒUR { *Professeurs.*
TRUCHY.

LIBRAIRIE ANCIENNE ET MODERNE

GEORGES CRÈS ET C^{ie}

3 bis, Place de la Sorbonne, PARIS

1910



A LA MÉMOIRE DE MES PARENTS

A MON BIENFAITEUR M. LE GÉNÉRAL JOPPÉ

A LA LORRAINE SON FILS RECONNAISSANT

AVANT-PROPOS

Le temps n'est pas loin où on mettait en doute l'aptitude de notre race à faire œuvre coloniale. Les faits qui se sont déroulés dans la dernière moitié du xix^e siècle ont infligé à cette opinion un éclatant démenti. Quelques années à peine après le désastre de 1870, le monde étonné d'un si prompt relèvement nous a vu conquérir un vaste empire africain en moins de 25 ans.

Aujourd'hui, l'œuvre conçue et déjà ébauchée par Faidherbe, quelque temps abandonnée, puis vigoureusement reprise par Brière de l'Isle et ses successeurs, a été enfin menée à bien, malgré tous les obstacles, et désormais la paix française règne du Sénégal au Niger, des rives de la Méditerranée au Golfe de Guinée.

Mais si la fin du siècle dernier a vu clore l'ère des combats et des conquêtes, aujourd'hui notre rôle colonisateur ne fait que de commencer, et le programme du xx^e siècle consistera, après avoir donné aux indigènes la sécurité nécessaire au travail, à favoriser le repeuplement de l'Afrique et son développement économique, et à initier peu à peu les indigènes aux bienfaits de la civilisation européenne.

C'est maintenant le problème qui sollicite tous ceux qui s'intéressent à notre expansion coloniale, et c'est de leurs efforts bien dirigés que sortira la rénovation économique et sociale de l'Afrique française.

Dans ce travail, qui vise spécialement la nouvelle colonie du Haut-Sénégal et Niger, nous nous proposons, après avoir donné quelques indications indispensables sur la géographie et l'histoire de cette région et sa population, d'exposer l'organisation dont elle a été dotée récemment au point de vue administratif et financier, d'établir ses ressources économiques actuelles et son avenir possible, d'examiner les moyens proposés ou déjà mis en œuvre pour la mettre en valeur, et enfin d'établir le bilan des résultats obtenus dans ces dernières années.

Comme on pourra s'en rendre compte, notre attention a été retenue davantage par deux questions : d'une part le régime des terres et son corollaire, le régime hypothécaire, qui ont donné lieu à des innovations très intéressantes ; et d'autre part la question des voies de communication. Ces deux points dont l'importance est capitale dans tout pays neuf, nous ont paru mériter un plus ample examen.

CHAPITRE PREMIER.

ESQUISSE GÉOGRAPHIQUE

La colonie du Haut-Sénégal et Niger, qu'on aurait pu dénommer plus simplement et plus expressivement Soudan Français, est située entre les 10° et 20° de latitude nord et entre le 11° de longitude est et le 14° de longitude ouest.

Elle est limitée à l'ouest par le Sénégal, au nord par la Mauritanie et la ligne administrative de démarcation entre l'Afrique occidentale française. et l'Algérie ; à l'est par l'Afrique Equatoriale française (Tibesti, Kanim) ; au sud par les frontières des colonies françaises, anglaises et allemandes qui occupent toute la côte du Golfe de Guinée.

Sa superficie totale est d'environ 2 millions de kilomètres carrés (y compris la région saharienne). Elle est constituée en majeure partie par les bassins du Haut-Sénégal et Moyen-Niger, auxquels s'ajoutent ceux de la Haute Volta et les vastes régions sahariennes comprises entre le Niger et le Tchad. Celles-ci forment le territoire militaire qui occupe une superficie de 1.300.000 km² : c'est la partie la plus étendue et aussi la plus pauvre et la plus inaccessible.

OROGRAPHIE

Au point de vue géographique, la colonie du Haut-Sénégal et Niger est une région de transition entre la Côte et le Sahara. On peut y distinguer trois zones : la zone subsaharienne, la zone soudanienne et la Boucle du Niger.

a) *Région subsaharienne.* — Dans cette zone qui comprend le Kaarta, le Dallol, le Damergou, dominent les influences désertiques du Sahara. Elle est constituée en majeure partie par de vastes plaines sablonneuses, qui se prolongent vers le Nord à partir du 14° environ. L'air y est sec ; les pluies assez abondantes pendant l'hivernage, y entretiennent une végétation suffisante pour nourrir des troupeaux nombreux. Mais dans la saison sèche l'aspect de cette région est presque aussi désolé que celui du Sahara.

Cette nature saharienne, qui existe déjà sur le littoral sénégalien, traverse le Kaarta, le Dallol et se continue dans le Damergou et au Nord du Tchad.

b) *Région soudanienne.* — Tout autre est la nature de la région soudanienne que forment les bassins du Haut-Sénégal et du Haut-Niger. Ce sol est très accidenté, couvert de sommets isolés ou de chaînons qui n'ont pas entre eux de liens bien accusés. Il est formé par les pentes septentrionales du Fouta Djallon (6 à 700 m.), le « château d'eau » de toute l'Afrique

Occidentale, comme on l'a dénommé. C'est là que naissent le Bafing et le Bakoy, dont la réunion forme le Sénégal, le Baoulé et la Falémé. Le Niger y prend aussi sa source à Tembikounda. Les deux bassins sont séparés par une chaîne secondaire de montagnes qui se dirigent du Sud-Ouest au Nord-Est.

L'aspect de la contrée pendant la saison sèche est monotone ; tout est desséché, poussiéreux et paraît aride. Il n'y a de végétation qu'au fond des vallées encaissées. Pendant la saison des pluies au contraire, tout se transforme, et l'on voit alors une végétation exubérante pousser à l'envi, et des cultures étendues couvrent le sol en de nombreux endroits.

c) *Boucle du Niger*. — Plus à l'Est, la zone soudanienne se continue dans ce qu'on appelle la boucle du Niger. L'aspect d'ensemble de ces régions est celui d'un plateau dont le socle supérieur serait constitué par le Mossi, et dont les marches descendant vers Sikasso et Kong, aboutiraient à la région côtière de la Guinée. De longues arêtes rocheuses, dirigées S.-O. N.-E, traversent ce plateau et coupent le Niger par les rapides de Fafa près d'Ansongo, et plus au Sud par ceux de Boussa. Au nord, c'est un pays de pâturages. Du côté de Sikasso, Bissandougou, les pluies plus abondantes favorisent l'agriculture et l'élevage.

HYDROGRAPHIE

Hydrographiquement, le Soudan appartient aux bassins du Sénégal et du Niger.

Le Sénégal, qui porte dans son cours supérieur le nom de Bafing, décrit en se dirigeant vers le Nord une longue courbe jusqu'à Podor, puis s'infléchit vers le Sud-Ouest pour gagner l'Océan.

Jusqu'à Kayes, il coule entre deux rangées de hauteurs en gradins successifs, ce qui lui constitue des barrages infranchissables, notamment à Gouina et au Félou, près de Médine. Comme affluents de droite, le Sénégal reçoit le Bakhoy, grossi du Baoulé, qui passe à Badumbé, et le Khoulou qui baigne la petite ville de Koniakary. A gauche, la Falémé marque la limite de la colonie avec celle du Sénégal.

Le Niger prend sa source au Fouta Djallon et n'entre dans la colonie qu'après avoir arrosé Siguiri. Par Bamako, Koulikoro, Mopti, il forme une courbe vers le Nord-Est, dont le sommet est au delà de Tombouctou Bamba.

Après le défilé de Tosaye, il s'incurve au Sud-Est, par Gao, Sinder, Say et gagne le golfe de Guinée à travers la Nigéria anglaise. Les affluents de droite du Niger : sont le Baoulé et le Bani. A gauche, il n'y a pas d'affluents importants pour nous. La boucle n'est guère arrosée que par les cours supérieurs des Volta,

dont le bassin forme pour le reste les colonies du Togo allemand et du Gold-Coast anglais.

CLIMATOLOGIE

Les climats varient suivant les zones. Au Nord, c'est le climat Saharien. Au Sud, c'est le climat tropical. Donc le climat de la zone Nord est chaud et sec ; les pluies sont modérées et il y a pendant l'hivernage des variations de température plus fortes que pendant la saison sèche. Le reste du Soudan est chaud et humide et les variations sont peu accentuées. Après les dernières pluies de l'hivernage, commence à souffler vers le Sahel et le Soudan le vent du désert, l'harmattan. Les tornades sont fréquentes de mai à novembre, en général ce sont des orages de courte durée.

L'année météorologique est divisée en 3 saisons bien tranchées : la saison chaude (33°) qui dure de mars à juin — les pluies ou hivernage, qui correspondent à notre saison d'été — la saison plus fraîche de novembre à mars.

La chute d'eau moyenne d'une année varie entre 1 m. et 1 m. 25 dans la bordure sud de la zone soudanienne ; vers la côte, entre 0 m. 50 et 0 m. 75, et diminue à mesure qu'on s'avance vers le Sahara. Tombouctou ne reçoit pas plus de vingt-cinq centimètres d'eau.

CHAPITRE II

ETHNOGRAPHIE. — HISTORIQUE

ETHNOGRAPHIE.

Les vastes territoires du Haut-Sénégal et Niger ne sont pas très peuplés. On ne compte guère à l'heure actuelle qu'une moyenne de cinq habitants au kilomètre carré. Cette faible densité tient à plusieurs causes : depuis plusieurs siècles le pays était dévasté par les guerres et les invasions, et les gens du Soudan vivaient dans un état d'anarchie et d'insécurité perpétuelles. Le trafic des esclaves, qui a existé de tout temps, avait pris un développement considérable à la fin du ^{xviii}^e siècle et enlevait également une notable partie des gens valides et même des enfants. Enfin la mortalité infantile, les épidémies furent des causes non moins puissantes de la dépopulation noire.

Il n'en a pas toujours été ainsi. Il y a eu des périodes de prospérité au Soudan ; par exemple sous la domination Songhay, la population a été très considérable et bien plus forte qu'aujourd'hui. Ces faits sont rapportés par les auteurs arabes et se retrouvent dans les récits de voyageurs tels que R. Caillié et Mungo

Park, récits corroborés par les découvertes contemporaines qui ont mis à jour des ruines ensevelies sous les sables à un kilomètre au nord de Tombouctou, et qui tendraient à prouver que la région connut autrefois une civilisation développée.

Les populations du Soudan se présentent à nous sous un aspect complexe, car elles proviennent du métissage de races multiples. D'autre part leur histoire est fort compliquée par suite des guerres incessantes et d'invasions successives, sans compter l'incertitude résultant de l'insuffisance des documents écrits.

Il faut d'abord adopter une classification générale en races « aborigènes » et races « envahissantes ». Les premières rentrent dans le groupe Mandé qui appartiendrait lui-même à la race Nigritienne des anciens Bantous du centre de l'Afrique, dus à un mélange d'Ethiopiens et de Mongoloïdes. Les Habès, les Couroungas, les Bozos, les Sorkos n'ont pas d'autre origine. Ces poussières de peuple ont dû reculer peu à peu dans les montagnes ou les forêts devant les envahisseurs venus de l'Asie : Maures, Peuhls, Touaregs. Les Songhays ont précédé les Peuhls et même les Maures ; ils sont venus de la haute Egypte au VII^e siècle. Ces envahisseurs, à la civilisation plus avancée, forment des castes supérieures et occupent toutes les situations élevées : chefs, guerriers, magistrats. C'est ainsi que se sont fondés les grands

Empires soudanais de Gamara et de Ghanata, qui cèdent bientôt le pas à l'Empire Songhay.

Au xvi^e siècle, Tombouctou attire les Berbères, Marocains et Touaregs. Les Peuhls venus de l'Est ont mis plusieurs siècles à s'infiltrer partout sans événements retentissants.

De ces invasions successives sont nées des peuplades d'origines complexes que l'on a classées ainsi qu'il suit :

a) les autochtones ou aborigènes, c'est-à-dire, les nigritiens dont le groupe principal est le groupe Mandé.

b) les envahisseurs, qui comprennent les sémites (Arabes), et les Berbères. Puis le rameau lybien (Peuhls et Songhays).

c) les métis, au nombre desquels on range les Toucouleurs, les Toupourta, les Khassoukés, les Sarakolés ou Soninkés.

1^o Les Mandés sont de beaux hommes, vigoureux, aux traits réguliers et durs ; les femmes sont jolies et bien faites, mais elles se déforment vite par l'attache du pagne. Les Mandés sont sédentaires, cultivent la terre ou forment des industriels. Ils présentent les mêmes types généraux et parlent des dialectes assez semblables. Bien des variétés sont représentées parmi les Mandés, notamment les Bambaras, les Malinkés et les Mandinkés. Ils couvrent tout le Soudan, de

Tombouctou à la forêt équatoriale. Les autres peuples aborigènes nous sont plus mal connus et on ne les trouve que dans les montagnes du centre ou dans les îles du Niger (Bozos, Habès, Sorkos).

2° Les Sémites ont pour descendants les Maures et peut-être les Touaregs. Les Maures en particulier ont conservé davantage le type sémite. Les hommes sont grêles, mais forts et agiles. Les femmes au contraire se livrent à des pratiques spéciales pour engraisser, l'embonpoint étant un élément de la beauté. Ces Maures vivent dans le Sahel et dans la région saharienne.

3° Les Touaregs habitent le Sahara et le bord de la Boucle du Niger et présentent de grandes ressemblances avec les Maures. Ces deux races sont d'ailleurs des descendants presque purs des Berbères de l'Afrique du Nord. On leur a souvent attribué une origine aryenne. — Les Peuhls sont des peuples pasteurs, ils ont un dialecte qui se rapproche de la langue sémitique, ils seraient originaires de l'Abyssinie. On les rencontre partout. La femme peuhl est orgueilleuse et autoritaire et le même caractère se retrouve chez la femme touareg. Les femmes y sont plus anti-européennes que leurs maris. Les Songhays ont une architecture et des pratiques d'embaumement qui prouvent un contact avec les Egyptiens, sinon une origine Egyptienne. Pour certains auteurs, ils auraient fui de la Haute Egypte au ^{vi}^e siècle devant l'invasion arabe.

3^o Quant aux métis, leurs caractères physiques sont en rapport avec ceux des races qui les ont engendrés : tantôt grands et vigoureux comme les Mandés, tantôt secs et maigres comme les Peuhls. Ils parlent une langue dérivée du peuhl entremêlée de mots mandés et maures. Ils comprennent les Sarakollés, les Toucouleurs et certaines tribus maures. Les Soninkés ou Sarakollés, à Bakel, à Bamako, sont voyageurs et commerçants (dioulas). Les Toucouleurs sont aptes à des occupations de toute nature ; ils sont répandus dans toute la colonie.

Les peuples aborigènes pratiquaient les coutumes fétichistes. L'Islam s'est aussi répandu chez eux sans lutttes, sans prosélytisme dès le x^e siècle. Seuls les Peuhls ont fait du prosélytisme armé. Actuellement dans le Haut-Sénégal et Niger, il y a environ 3 millions 1/2 de fétichistes et environ 1.500.000 musulmans. Sauf les Peuhls qui sont très fanatiques, les uns et les autres pratiquent leur religion d'une façon assez calme, et les coutumes barbares tendent à disparaître chez les fétichistes.

Les habitants du Haut-Sénégal et Niger, aux origines si différentes, présentent par contre dans leurs institutions et leurs coutumes de grandes ressemblances. Exception doit être faite pour les Maures et les Touaregs qui ont toujours vécu isolés, et qui ont des coutumes quelque peu adoucies par l'Islam.

La plus importante des institutions indigènes est

la famille. C'est une unité sociale, économique et judiciaire. Cette unité est : sociale, car l'individu est sacrifié à l'intérêt collectif de la famille ; économique, car on ne produit que pour la consommation immédiate familiale ; judiciaire, le chef de famille juge sans contrôle et sans limitation de pouvoirs.

Les chefs de famille forment les « notables » qui nomment les chefs de villages et de cantons.

Toutes les familles sont groupées en castes très fermées, dont les principales sont celles des chefs, des forgerons, des tisserands, des cordonniers, des griots. La polygamie est très répandue, sauf chez le Peuhl où elle est rare.

La condition de la femme est peu relevée dans la société ; la femme Peuhl très intelligente fait exception. Les indigènes ont tous un grand respect pour leur mère. La loi coranique règle la justice et les funérailles pour les Musulmans. On suit « les Coutumes » chez les fétichistes. L'esclavage, comme nous le disons en commençant, a été une des causes de destruction des populations. Les captifs de traite sont entre les mains de trafiquants que l'on pourchasse toujours, car *depuis 1905 les faits de traite sont sévèrement punis*. Autrefois les frères ou les maris ne se gênaient pas pour mettre en servitude temporaire, le plus souvent définitive, les enfants ou les femmes. Il est inutile d'insister sur les cruautés endurées par d'autres esclaves captifs de guerre, butin d'expédi-

tions de chefs contre chefs. Fort heureusement ces coutumes tendent à disparaître graduellement ou à perdre leur caractère barbare. Il en est autrement des captifs de case, véritables domestiques vivant de la vie de famille et pouvant acquérir au besoin une influence très forte. Ils sont généralement bien traités (1).

On a pu même dire que leur situation était préférable à celle de certains ouvriers européens. Ce sont plutôt des serfs que des esclaves.

HISTORIQUE DE LA PÉNÉTRATION AU SOUDAN.

Dès le ^{xv}^e siècle commence l'ère des explorations avec les Portugais. Notre pénétration s'y fit en 3 périodes : a) les premiers voyages au Soudan ; b) la pénétration de 1863 à 1879) ; c) l'occupation militaire.

A) *Premiers voyages au Soudan.* — C'est Tombouctou qui fut de tous temps l'objectif des explorations à l'intérieur. La ville sainte de Tombouctou fut toujours considérée par les Européens comme étant la métropole du Soudan, les chrétiens en avaient toujours été écartés. Vers 1630 un matelot, Paul Imbert, avait été pris par les Arabes, vendu comme esclave et amené à Tombouctou. Depuis, de nombreuses tentatives furent faites sans succès pour pénétrer jusqu'à cette ville.

(1) La traite des noirs a été interdite en Afrique occidentale française et au Congo par le décret du 12 décembre 1901.

Ce décret a complété la loi du 8 mars 1841, réprimant la traite maritime et la loi du 27 avril 1848 abolissant l'esclavage dans les Colonies françaises.

En 1697 André Brûe, pour chercher de nouveaux débouchés à notre commerce, remonta le Sénégal jusqu'au delà de Bakel et redescendit jusqu'aux rivières du Sud, tandis qu'un de ses adjoints, Compagnon, explorait les territoires voisins.

En 1818, Mollien entreprit de découvrir les sources de la Gambie et du Sénégal. Puis l'enseigne de vaisseau Beaufort parcourut le Bambouk et le Kaarta quelques années plus tard. Enfin, René Caillié (1828) fut le premier Européen qui put atteindre Tombouctou et en revenir sain et sauf par le Maroc, fournissant des renseignements précieux sur le régime des caravanes et indiquant avec clairvoyance les difficultés que devait rencontrer plus tard notre occupation du moyen Niger.

L'explorateur Raffinel, voulant pénétrer au Soudan vingt ans après, fut arrêté dans le Kaarta.

B) *La pénétration de 1863 à 1879.* — La pénétration fut l'œuvre de deux hommes : Faidherbe et Jauréguiberry.

Dès 1863 Faidherbe préconisait la jonction du Haut Sénégal et du Haut-Niger par une ligne de postes, et l'utilisation de ces voies pour faire le commerce le long du Niger.

Suivant les instructions de son chef, le lieutenant de vaisseau Mage remonta le Sénégal, gagna le Niger par Kita et alla jusqu'à Ségou. Il revint par Nioro dans le Kaarta et rejoignit Médine en 1866.

De ce voyage devait naître l'idée de « la pénétration au Soudan. »

Vers 1879, M. de Freycinet fut très frappé par le livre de Duponchel sur le transsaharien comme moyen de communication entre les possessions africaines et le Soudan. Il institua au Ministère des Travaux Publics une commission qui eut pour objet d'examiner la question.

Mais il y eut un revirement à la suite d'observations de l'amiral Jauréguiberry et on parla d'un « transsoudanien ». L'amiral exposa la nécessité d'étendre notre occupation du Sénégal et demanda d'abord la construction d'une route entre Médine et Bafoulabé. Peu de temps après, l'idée de la route ayant été abandonnée, Jauréguiberry déposa un projet de loi pour l'établissement d'une voie ferrée allant jusqu'au Niger. C'était réaliser la pensée de Faidherbe. Le projet fut adopté ; sa mise à exécution fut longue et laborieuse.

Commencé en 1881, il ne fut terminé qu'en 1904.

C) *L'occupation militaire.* — Au lendemain de 1870, l'opinion publique française, encore imparfaitement informée de la valeur de l'Afrique Occidentale, n'était pas éprise d'une idée d'expansion vers le centre. Les exploits de Faidherbe et de ses vaillants successeurs devaient seuls nous amener à l'occupation de la « Boucle ». Au cours de ces trente dernières années les conquêtes françaises changent d'objectif à plusieurs reprises. On veut d'abord atteindre ce merveil-

leux Soudan qui, une fois on quise dans sa partie septentrionale, excite des désillusions. Puis le Fouta, la vallée du Niger, en révélant leurs richesses modifient les impressions.

Sous l'énergique direction de Brière de l'Isle, le Sénégal devient la base d'opérations vers le Niger. Alors commence l'attaque de la région nigérienne et soudanaise par les « colonnes du haut-fleuve » Faidherbe rejette sur le Niger les Toucouleurs d'El-Hadj-Omar. Plus tard, à mesure qu'on progressait vers le Soudan et le Tchad, nous nous sommes heurtés à Ahmadou, puis à Samory.

En trois campagnes de 1880 à 1883, Borgnis Desbordes complète le premier projet de Faidherbe : le Haut-Sénégal est relié au Haut-Niger par une série de postes, et la voie est doublée par une ligne télégraphique. Ces territoires acquis constituent le « Haut Fleuve » placé sous la direction administrative et militaire d'un officier, le « Commandant Supérieur du Haut-Fleuve » dépendant du Gouverneur du Sénégal.

De 1884 à 1888 nous consolidons notre domination en arrière, réprimons l'insurrection de Mahmoud-Lamine (missions Combes, Frey, Galliéni). L'œuvre de refoulement d'Ahmadou et de Samory loin des rives du Niger est grandement avancée par les belles campagnes du colonel Archinard de 1888 à 1890, d'Humbert, de Combes contre Samory qui va s'établir

dans le pays de Kong, et par l'occupation de Tombouctou, (1893-94, expéditions Bonnier-Joffre).

Peu auparavant, la mémorable mission Binger (1887-89) avait, pour la première fois, relié le Sénégal à la Côte-d'Ivoire.

Après un arrêt, nous reprenons les hostilités contre Samory ; en 1892, nous occupons le Mossi au centre de la Boucle du Niger, et nous voulons nous établir dans la Volta avant les Anglais qui arrivent par le Gold-Coast. Les missions Ménard, Monteil, la colonne Destenave assurent notre domination dans le pays jusqu'à la prise de Samory par le capitaine Gouraud (1898), et la prise de Sikasso par le colonel Audéoud. Sa mort ouvrit une ère de paix pour la colonie. Dès lors le développement économique du Soudan fut la préoccupation du Lieutenant-Gouverneur, le général de Trentinian.

Pour terminer ce rapide exposé, il faut mentionner la reconnaissance Hourst sur le Niger, les missions Toutée et Fourneau, et enfin la mort glorieuse de Caze-majou et la triste expédition Voulet-Chanoine.

C'est à la suite de ces efforts que le gouvernement décida l'occupation du troisième territoire militaire. Depuis, notre domination y est admise et respectée. Nos troupes soudanaises rejoignent leurs camarades d'Algérie. Des caravanes traversent d'ouest en est ces immenses territoires. Le Soudan est désormais pacifié, ses frontières avec les colonies étrangères voisines,

Sierra-Leone, Gold-Coast, Togo, Liberia sont parfaitement délimitées. L'œuvre de pacification accomplie, il restait à organiser la colonie dans ses limites définitives.

CHAPITRE III

L'ORGANISATION DE LA COLONIE DU HAUT-SÉNÉGAL ET NIGER AU POINT DE VUE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

1. — ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Le Haut-Sénégal et Niger est actuellement la plus étendue de nos colonies comprises dans le gouvernement général de l'Afrique Occidentale Française. Plusieurs fois remaniée, son organisation comporte des phases nombreuses. Nous les diviserons en deux parties.

A. — *De 1881 à 1904.* — En 1881, la région appelée Soudan français n'était occupée que par une ligne de postes reliant les deux fleuves de Kayes à Bamako. On y établit un Commandant supérieur du Haut Fleuve, qui dépendait du Gouverneur du Sénégal ; mais celui-ci, sans communications régulières avec Saint-Louis, était obligé d'agir sous sa propre responsabilité. Son initiative n'était limitée que par les disponibilités budgétaires. Il en fut ainsi jusqu'en 1890. Le 18 août de cette même année intervint un décret

pour définir les pouvoirs du Commandant Supérieur. Le Soudan allait être autonome. Le Commandant Supérieur pouvait correspondre avec le Sous-secrétaire d'Etat des colonies pour les diverses parties de son service. Il exerçait dans le Soudan les pouvoirs administratifs et financiers du Gouverneur du Sénégal. Il devait toutefois tenir le Gouverneur du Sénégal au courant de la situation.

Cette réforme, par suite de l'extension de nos possessions, devint promptement insuffisante. En conséquence, le décret du 27 août 1892 étendit les pouvoirs du Commandant tout en modifiant son rôle.

Désormais, le Commandant Supérieur devait se débarrasser de la conduite des troupes pour s'adonner à son rôle d'administrateur.

Enfin en 1893 fut créé le Gouvernement du Soudan français. On plaça un Gouverneur à la tête de la colonie devenue indépendante du Sénégal. Un peu plus tard, M. Chautemps, ministre des Colonies à cette époque, pensa qu'il serait bon de réunir sous une même direction nos cinq colonies de l'Ouest Africain. Dès le mois de juin 1895 un décret constitua le Gouvernement Général de l'Afrique Occidentale Française. Le Gouverneur Général était le « représentant du gouvernement de la République dans les territoires du Sénégal, du Soudan français, de la Guinée française et de la Côte-d'Ivoire. »

Le Gouverneur Général avait la « haute direction

politique et militaire » dans ces quatre colonies. Mais chaque colonie conservait son autonomie administrative et financière sous l'autorité des Gouverneurs résidant à Konakry et à Grand-Bassam et d'un Lieutenant-Gouverneur à Kayes. C'était là un modeste essai pour grouper les intérêts de ces colonies qui ne communiquaient entre elles que par mer.

Peu de temps après, nouveau remaniement : il parut possible de rattacher aux colonies côtières les territoires du Soudan français. Tel fut l'objet du décret du 17 octobre 1899.

Toutes nos possessions étaient placées sous le régime du pouvoir civil, à l'exception des territoires récemment soumis, c'est-à-dire le Nord du Soudan et la région de la Volta, qui constituaient deux territoires militaires. Le Soudan était « disloqué », puis partagé entre le Sénégal, la Guinée, la Côte d'Ivoire et le Dahomey.

Au point de vue financier, ce décret instituait un « budget » autonome des recettes et des dépenses des cercles de l'ancien « Soudan ». En 1900 un troisième territoire militaire fut créé par arrêté et soumis aux mêmes règlements que les deux autres. Ces territoires militaires, administrativement rattachés au Sénégal, étaient maintenus sous la direction de Commandants militaires relevant du Gouverneur Général pour les questions militaires et de son délégué à Kayes pour les questions financières et économiques.

Cette deuxième organisation d'un Gouvernement Général fut complétée par le décret du 1^{er} octobre 1902. Aux termes de cet acte le Gouverneur Général ne restait plus étranger au développement économique de nos possessions africaines, à la gestion intérieure de leurs intérêts, et à leur essor agricole et commercial. Le Gouverneur Général conservait l'administration *de cette vaste circonscription de la Sénégambie-Niger*, (1) mais il pouvait se décharger entre les mains du secrétaire général ainsi que d'un délégué permanent à Kayes pour l'administration du Haut-Sénégal et Moyen Niger.

B. — *Régime actuel.* — Cette réforme de 1902 n'était encore pas suffisante ; on s'était arrêté à mi chemin ; il manquait au Gouverneur Général une indépendance complète : on lui avait laissé l'administration de la Sénégambie-Niger. L'œuvre commencée fut parachevée par le décret du 18 octobre 1904 qui a créé la colonie actuelle du Haut-Sénégal et Niger.

(1) Le territoire de la Sénégambie-Niger, créé par le décret du 1^{er} octobre 1902, était formé avec les pays de protectorat du Sénégal et les territoires du Haut-Sénégal et Moyen-Niger.

Ce territoire formait une unité administrative et financière. A son budget étaient annexées les dépenses du Gouvernement général.

Le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation de l'Afrique occidentale française, a rendu au Sénégal les pays de protectorat de la rive gauche du Sénégal qui faisaient partie de la Sénégambie-Niger.

La colonie actuelle du Haut-Sénégal et Niger est formée des territoires de l'ancien gouvernement du Soudan et du territoire militaire du Niger.

Il était créé un budget général de l'Afrique Occidentale française, ce qui portait une sérieuse atteinte à l'autonomie de chaque colonie, car on leur enlevait les droits de douane.

Cette colonie (art. 1^{er} § 5) comprend les anciens territoires du Haut-Sénégal et du Moyen-Niger et ceux qui forment le troisième territoire militaire. Les régions dont il s'agit sont parmi les plus riches et les plus peuplées de l'Afrique Occidentale française ; l'immense vallée du Niger en est l'axe et détermine leur unité. Ce n'est pas de Dakar à 1500 kilomètres de distance, qu'il peut être pourvu à la gestion immédiate de tels intérêts ; c'est sur place et au centre même. Le siège de la nouvelle colonie est fixé à Bamako. Cette ville est déjà un centre commercial important ; sa situation géographique impose, pour ainsi dire, ce choix qui répond à toutes les exigences de l'hygiène tropicale.

La colonie se compose : *a*) des cercles d'administration civile, *b*) du territoire militaire du Niger. Il convient maintenant d'exposer son organisation administrative.

La Colonie du Haut-Sénégal et Niger est administrée par un Lieutenant-Gouverneur résidant à Bamako-Koulouba, assisté d'un secrétaire général et d'un Conseil d'administration qui est composé (D. 18 octobre 1904) comme suit :

Le Lieutenant-Gouverneur, président ;

Le secrétaire général ;

L'officier des troupes le plus élevé en grade résidant au chef-lieu ;

Le directeur du chemin de fer de Kayes-au-Niger ;

Le juge de paix du chef-lieu ;

Trois habitants notables nommés par le Gouverneur Général sur la présentation du Lieutenant-Gouverneur.

Le mandat de ces derniers a une durée de deux ans ; il est indéfiniment renouvelable ; trois suppléants, nommés dans la même forme, remplacent au besoin les membres titulaires.

Un secrétaire archiviste est attaché au Conseil. Ce conseil d'administration se transforme en conseil du contentieux administratif (soumis au décret du 5 août 1881) par l'adjonction de deux magistrats ou de deux licenciés en droit désignés au commencement de chaque année par arrêté du Gouverneur.

Le Gouvernement de la Colonie assure par différents services les relations avec le Gouvernement Général.

Ces divers services sont : l'Administration, la Justice, l'Enregistrement et le Domaine, le Service Sanitaire, le Trésor, les Postes et Télégraphes, le Chemin de fer, les Douanes, l'Enseignement, les Travaux Publics, l'Agriculture.

a) Les cercles d'administration civile au nombre de vingt deux sont les suivants : Kayes, Médine, Ba-foulabé, Satadougou, Kita, Bamako, Bougouni, Ségou, Djenné, Issa-Ber, Sokolo, Goumbou, Nioro, Bandia-

gara, Ouahigouya, Sikasso, Bobo-Dioulasso, Koury, Gaoua, Koutiala, Ouagadougou, Fada-N'gourma.

A la tête de chacun des cercles est un administrateur assisté d'un ou plusieurs administrateurs-adjoints et d'agents des affaires indigènes.

Cependant quelques cercles sont encore administrés par des officiers. Pour faciliter l'administration de certains cercles, on a créé des résidences dirigées par des administrateurs adjoints, des agents des affaires indigènes ou des lieutenants. Le Commandant de cercle délègue certaines de ses attributions aux résidents qui dépendent directement de lui.

b) Le territoire militaire du Niger est divisé en quatre régions qui se subdivisent elles-mêmes en cercles.

La région de Tombouctou comprend les cercles de Raz-el-Ma et Goundam, de Tombouctou, de Bamba.

La région de Gao est formée des cercles de Gao de Tillabery, et de Dori.

La région de Niamey comprend les cercles de Djerma, de Dosso, de Tahoua.

La région de Zinder comprend les cercles de Zinder, d'Agadès, de N'Guimi et de Bilma.

A la tête du territoire militaire est un lieutenant-colonel qui dépend directement du Lieutenant-Gouverneur et qui centralise les affaires du territoire. Chaque région est commandée par un chef de bataillon. Les cercles sont dirigés par des capitaines assistés de

lieutenants. C'est pour tempérer l'ardeur des commandants de cercles, qu'un échelon fut interposé entre le commandant du territoire et les commandants de cercles. Ce commandement, exercé par un officier supérieur, avait pour but, dans l'intention du gouverneur général, de modérer l'activité des commandants de cercles, de coordonner les efforts et la politique du commandement.

Au début le territoire comprit les 3 régions de Tombouctou, Niamey, et Zinder.

Une nouvelle région fut créée à Bilma et, à sa suppression, on créa la région de Gao, qui avait pour but de relier le territoire militaire à nos possessions de l'Afrique du Nord par l'Adrar des Iforas.

Le Haut-Sénégal et Niger a une superficie de 782,736 kilomètres carrés pour les cercles d'administration civile et de 1.383.742 kilomètres carrés pour le territoire militaire, du Niger. Pour les territoires civils la population tant indigène que blanche s'élève à 4.470 991 habitants.

Enfin pour terminer l'exposé de l'organisation administrative du pays, il faut signaler la création des chambres de commerce de Kayes et de Bamako. La circonscription de la première comprend les cercles de Kayes, Bafoulabé, Kita, Satadougou, Nioro, Goumbou. — Celle de la seconde comprend tous les autres cercles de la colonie et du territoire militaire du Niger.

II. — ORGANISATION FINANCIÈRE.

L'organisation administrative que nous venons d'étudier a été commandée par la question financière. Il n'est donc pas étonnant de trouver dans celle-ci des modifications successives.

En 1895 le Soudan, le Sénégal, la Guinée et la Côte d'Ivoire formaient le Gouvernement Général de l'Afrique Occidentale Française. Chaque colonie avait son budget local autonome et participait obligatoirement, mais dans de faibles mesures, aux dépenses de ce Gouvernement Général. Depuis le décret du 18 août 1890 le Soudan avait un budget propre distinct de celui du Sénégal. Ce budget local a été supprimé par le décret du 17 octobre 1899, en vertu duquel le Soudan disparaît en tant que colonie. Toutefois on forma au Sénégal un budget autonome composé des recettes et des dépenses des territoires de l'ancien Soudan, et sur ce fonds, on pourvoyait aux engagements financiers pris par la colonie.

En 1902 est créée la Sénégalie-Niger. Elle est pourvue d'un budget local. Ce budget est établi suivant la législation en vigueur, mais est arrêté par le Gouverneur Général en Conseil de gouvernement. L'instrument financier nécessaire au développement du groupe africain est créé sous forme d'une section spéciale du budget de la Sénégalie, à laquelle on

inscrit « les dépenses du Gouvernement Général,.. des services communs et d'intérêt général ». C'est un embryon de budget général qui vit son éclosion avec le décret du 18 octobre 1904. Outre le budget général, ce décret consacre l'autonomie administrative et financière des colonies du groupe (article 6) dans les conditions suivantes :

Le budget local du Haut-Sénégal et Niger est alimenté par les recettes perçues sur les différentes circonscriptions du territoire, à l'exception de celles attribuées au budget général ou aux communes, il pourvoit à toutes les dépenses autres que celles inscrites à ce budget ou à celles des communes. Ce budget, est établi par le gouverneur général en Conseil de Gouvernement et approuvé par décret rendu sur la proposition du Ministre des Colonies (art. 8).

Les recettes et les dépenses du territoire militaire du Niger constituent un budget annexe. Le Commandant du territoire en est l'ordonnateur sous le contrôle du Lieutenant Gouverneur du Haut-Sénégal. Celui-ci est lui-même ordonnateur du budget de la colonie qu'il administre, sous le contrôle du Gouverneur Général.

Le service de trésorerie est assuré par un trésorier payeur qui fait directement les opérations en recettes et en dépenses du budget du Haut-Sénégal et Niger et du budget annexe du territoire militaire. Ce trésorier payeur est justiciable de la Cour des Comptes et pro-

fite de certaines remises qui lui sont allouées à l'occasion de la perception des droits de toute nature qui frappent les marchandises à l'entrée et à la sortie du pays.

Cette autonomie conservée à chacune des colonies par l'art. 6 du décret de 1904 a été, dans la pratique, singulièrement entamée. Par l'attribution au budget général des droits de douane, droits d'importation, etc. le décret a lui-même diminué cette autonomie. De même, la brèche a été agrandie lorsque en 1905-1906, le Gouvernement Général a légiféré en matière d'impôt personnel et de patentes applicables à la colonie du Haut-Sénégal et Niger et bénéficiant à son budget local. Les tarifs ont été unifiés pour toute l'Afrique Occidentale Française.

Le budget local du Haut-Sénégal a été arrêté en recettes et en dépenses pour l'année 1908 à 6.360.000 fr. en augmentation de 606.500 fr. sur 1907.

Celui du territoire militaire du Niger a été arrêté à 1.346.000 fr. en augmentation de 136 000 fr. sur l'exercice 1907. Au budget de 1909 pour le Haut Sénégal, on a incorporé 132.368 fr.11, qui constituent le reliquat de l'exercice 1908.

De plus on a créé une caisse de réserve destinée à subvenir aux insuffisances de recettes qui pourraient se produire et à laquelle sont versés les excédents que le règlement de chaque exercice budgétaire fait res-

sortir sur les produits du budget. On lui a fixé 1.000.000 fr. comme maximum.

Cette réserve a servi en 1905 lors des travaux nécessités par le transfert du Gouvernement du Haut-Sénégal et Niger à Koulouba. Aux termes d'une circulaire du 24 janvier 1907, l'administration locale doit adresser chaque année au département des colonies la situation de la caisse de réserve au 30 juin et au 31 décembre.

Les différents titres de recettes du budget local sont les contributions directes, les contributions indirectes et des produits divers.

D'après les arrêtés des 2 juillet et 14 novembre 1903, les contributions directes sont réglées de la façon suivante :

L'impôt personnel a un taux variable. Suivant les régions il est de 0 fr. 25, de 0 fr. 75, et dans certaines parties, il s'élève à 4 fr. 50 par tête. Cet impôt de quotité est fixé par les commandants de cercles et reçoit l'approbation du Conseil d'administration de la colonie. Il est perçu sur rôles et en numéraire. Cette perception est faite d'ordinaire par les chefs indigènes. Pour les rémunérer de leur fonction on leur fait une remise sur le produit de l'impôt. Excellente manière de les intéresser à l'exacte rentrée de l'impôt.

Parfois d'ailleurs, mais le plus rarement possible, l'impôt personnel sera acquitté en nature. Pour éviter des encombrements dans les postes, on a jugé bon

de percevoir l'impôt en argent, chose qui devient de plus en plus facile avec la diffusion plus grande de la monnaie. Tout le monde n'est pas atteint par cet impôt ; il y a des exemptions au profit des militaires, de leurs femmes et de leurs enfants pendant la durée du service du mari. Les infirmes, les vieillards, les enfants de moins de huit ans et en général les familles sans ressources en sont également dispensés.

Les patentes sont de 2 sortes dans le Haut-Sénégal et Niger : Il y a celles des colporteurs et celles des commerçants.

Les patentes de colportage sont les mêmes que dans les autres colonies de l'Afrique Occidentale Française. L'assiette de cet impôt est la charge transportée. Cette patente des dioulas (colporteurs indigènes) est fixée à 2 fr. par charge de 25 à 30 kilos, et le nombre de charges est supputé d'après le nombre des porteurs. Elle est valable pour 3 mois dans toute l'Afrique Occidentale Française. La patente est doublée en cas de fraude ; si l'assujetti avait refusé de payer, on vend ses marchandises jusqu'à concurrence de la somme pour laquelle il est imposé.

Les patentes qui frappent le commerce sédentaire sont établies par le décret du 14 novembre 1903. Toute personne exerçant un commerce ou une industrie dans le Haut-Sénégal et Niger doit payer une patente, calculée suivant l'importance et la nature du commerce entrepris.

Les patentes sont divisées en 4 classes et sont payables par trimestre. La classification de ces patentes est faite annuellement par une commission administrative.

Les commerçants, qui reçoivent des marchandises de l'extérieur pour les vendre en gros ou en demi-gros, paient une patente de 300 fr. ; c'est la première classe. Au second rang viennent les traitants sur place et au détail, boulangers, marchands de kolas en gros, bouchers... leur patente est fixée à 200 fr. Ensuite la classe des petits commerçants (demi-gros et détail) est assujettie pour une patente de 120 fr. Enfin les patentes de 4^e classe dont le taux est de 60 fr. frappent ceux qui ne font qu'un chiffre d'affaires très réduit, passeurs, piroguiers...

Une taxe spéciale a été établie sur les personnes vendant au détail et à consommer sur place des vins et liqueurs, et sur les restaurateurs, les aubergistes. Tous ces gens qui donnent à manger au jour ou au mois sont assujettis à un droit de licence d'après l'échelle suivante :

Les restaurants, cafés, cabarets ayant chaises, tables et autres installations analogues..... 300 fr.

Les cabarets où l'on vend sur le comptoir. 200 fr.

Les fabricants ou marchands de dolo..... 60 fr.

Comme contribution indirecte ; il faut noter une taxe spéciale au Haut-Sénégal et Niger : l'Oussourou. L'Oussourou est une taxe sur le sel et sur les carava-

nes qui en entrent en Haut-Sénégal et Niger. Dans la région du Sahel, une taxe de 10 0/0 frappe à l'entrée toutes les marchandises importées par caravanes, à l'exception des gommés et des guinées d'origine française.

Le budget local est encore alimenté par des produits divers, tels que les droits de place sur les marchés, les amendes qui sont assez fréquentes et suffisamment élevées, les droits de concession et divers autres droits localisés.

Le système des impôts repose sur la capitation, mais n'écrase pas le contribuable : on se libère promptement et on ne paie plus en nature comme dans les débuts.

A la différence de ce qui se passe dans la Métropole où la prise en charge est faite par le trésorier-payeur général, dans la colonie les perceptions sont effectuées par l'administration. La régularisation des écritures a lieu ultérieurement par le trésorier-payeur.

Les recettes augmentent considérablement à chaque exercice budgétaire.

Cet accroissement de ressources a permis d'organiser le pays. Le budget local pourvoit ainsi à certaines dépenses concernant l'Instruction publique, les postes et télégraphes, le service de santé, les travaux publics. Il assure le service de la navigation, et subventionne des études hydrographiques sur le Niger.

En résumé le budget local pourvoit à toutes les

dépenses autres que celles mises à la charge du budget général et bénéficie de toutes les recettes autres que les droits à l'entrée et à la sortie sur les marchandises et les navires. En fait, la principale ressource est l'impôt indigène, accepté partout, et dont la légitimité est incontestée. Le taux de cet impôt est minime et de larges dégrèvements ont été admis. Le produit de cet impôt augmentera, non seulement par suite de l'élévation de la taxe, mais encore en raison de la pénétration plus complète du pays et de l'augmentation de la population.

A côté du budget local il existe au Haut-Sénégal et Niger, un budget annexe à raison du chemin de fer de Kayes au Niger (loi du 30 janvier 1907, art. 48 à 51 inclus, et arrêté du gouverneur général du 8 mars 1907). Ce budget annexe a pour recettes : 1° les produits de l'exploitation : 2° *les revenus du domaine et la vente des objets mobiliers*. 3° les produits des locations du matériel, 4° les recettes diverses... etc...

Les dépenses comprennent les traitements et salaires ainsi que l'entretien de la voie.

Le Lieutenant-Gouverneur du Haut-Sénégal et Niger est, par délégation, ordonnateur secondaire des recettes et des dépenses de ce budget annexe. L'emploi des excédents a fait l'objet de règles spéciales à cause de la participation de l'Etat à la construction du chemin de fer de Kayes-au-Niger. Les produits nets sont affectés :

1° à la constitution d'un fonds de réserve spécial dont le maximum est fixé à 3 millions.

2° à la constitution d'un fonds de roulement.

Après l'entière constitution des fonds de réserve et de roulement, les produits nets résultant de l'exploitation sont répartis entre le budget de l'Etat et le budget Général de l'Afrique Occidentale, au prorata des charges imposées au budget de l'Etat et à celui du Haut-Sénégal et Niger par la loi du 4 mars 1902.

Les comptes de ce budget pour 1907 accusent une plus value. Le railway du Haut Sénégal et Niger a réalisé en recettes : 3.735.697 fr. 52, et a effectué en dépenses : 3.249.110 fr. 22. L'excédent se solde donc par 486.587 fr. 30.

Avec de pareils chiffres les finances du Haut-Sénégal et Niger semblent solidement assises aussi bien avec le budget local qu'avec le budget annexe. On peut donc bien espérer de l'avenir financier de la colonie.

III. — ORGANISATION JUDICIAIRE.

Un des premiers bienfaits que nous puissions apporter aux populations de l'Afrique-Occidentale est certainement la garantie d'une justice équitable et bienveillante qu'ils ne connurent jamais, avant notre venue.

Après de nombreux tâtonnements, un décret du 10 novembre 1903 modifié légèrement le 22 mai et le 14

juin 1905, a institué un régime nouveau qui paraît donner des résultats encourageants. Ce décret institue à côté de la justice française des tribunaux indigènes.

La Cour d'Appel de l'Afrique Occidentale, dont le siège est à Dakar, étend sa juridiction sur le Sénégal, le Haut-Sénégal et Niger, la Guinée, la Côte-d'Ivoire, et le Dahomey. Elle connaît de l'appel des juridictions françaises et des tribunaux musulmans.

Le décret de 1903 a institué au sein de la cour d'appel une chambre des mises en accusation et une chambre qui statue sur l'homologation des jugements des tribunaux de cercle ayant prononcé une peine supérieure à 5 ans d'emprisonnement.

Il n'y a pas de tribunaux de première instance dans le Haut-Sénégal et Niger. Des justices de paix à compétence étendue fonctionnent à Kayes, Bamako, Niamey, Sikasso et Tombouctou. A Kayes, la justice de paix est confiée à un magistrat de carrière. Dans les autres villes, la fonction est remplie par l'administrateur du cercle. La compétence est celle des tribunaux de première instance. Les juges de paix remplissent le rôle de juge d'instruction.

Les territoires du Haut-Sénégal et Niger ressortissent de la Cour d'assises du Sénégal.

Le décret de 1903 innove dans sa deuxième partie consacrée à la justice indigène. Il institue trois degrés de juridictions en dehors des anciens tribunaux mu-

sulmans qui subsistent. Dans chacune de ces juridictions l'élément indigène est largement représenté.

A Kayes fonctionne un tribunal musulman composé d'un cadi, d'un assesseur qui supplée le cadi en cas d'empêchement et d'un greffier. Il juge suivant la loi coranique.

En outre la justice indigène est assurée à l'égard des non-justiciables des tribunaux français par des tribunaux de village, des tribunaux de province, des tribunaux de cercles.

a) Tribunaux de village. — En matière civile et commerciale, le chef de chaque village est investi des pouvoirs de conciliation pour le règlement de tous les litiges dont il est saisi. Ces tribunaux de village sont des tribunaux de conciliation dont les sentences ne lient pas les parties ; le chef de village statue encore en matière de simple police.

b) Tribunaux de province. — Ils sont présidés par le chef de province ou de canton assisté de deux notables avec voix consultative et désignés par le Lieutenant-Gouverneur. Ils jugent en matière civile et criminelle en premier ressort et à charge d'appel.

c) Tribunaux de cercles. — Au-dessus des deux autres degrés fonctionne le tribunal de cercle. Il est présidé par l'administrateur du cercle assisté de deux notables. C'est devant ce tribunal que sont portés les appels des tribunaux de province. En matière crimi-

nelle il connaît de tous les crimes commis par des indigènes un dehors du ressort de la justice de paix à compétence étendue de Kayes. Ses décisions prononçant une peine supérieure à cinq ans d'emprisonnement sont soumises à l'homologation de la Cour d'Appel de Dakar. Quand des musulmans sont en cause, l'un des notables est remplacé par le cadi du lieu ou, à son défaut, par un notable musulman.

Cette organisation s'applique à tout le territoire du Haut-Sénégal et Niger, y compris le territoire militaire du Niger, où cependant une modification s'est produite dernièrement. Les tribunaux de province sont présidés par des adjoints au commandant du cercle et fonctionnent comme les tribunaux de cercles. Les jugements sont rendus par les adjoints. Dans les litiges entre colons et indigènes on applique la loi française. On y applique comme ailleurs les coutumes locales, à moins que les parties en cause n'aient déclaré dans un acte qu'elles entendent contracter sous l'empire de la loi française. L'emprisonnement doit remplacer les peines corporelles.

Aussi bien par leur composition que par leur compétence ces tribunaux offrent aux indigènes le maximum de garanties.

CHAPITRE IV

DES CONDITIONS DE LA PRODUCTION ET DU COMMERCE.

L'économie politique nous enseigne que trois facteurs essentiels contribuent à la production des richesses. Ce sont la nature, le travail et le capital. Si nous appliquons à notre cas particulier cette vérité d'ordre général, cela signifie qu'il faut au colon trois choses indispensables : de la terre, de la main d'œuvre et du crédit.

Pour se rendre un compte exact des conditions de la production et du commerce au Haut-Sénégal et Niger, il y aura lieu d'étudier :

A. — Le régime des terres.

B. — La main d'œuvre.

C. — Le crédit.

A. — LE RÉGIME DES TERRES.

1° *Les terres domaniales.* — C'est avec raison que M. Leroy-Beaulieu (De la colonisation chez les peuples

modernes) a dit : « l'avenir de la colonisation dépend étroitement des mesures prises au sujet du régime des terres. Suivant qu'elles seront bonnes ou mauvaises on aura assuré ou découragé la culture et le peuplement du pays. »

La question du régime des terres est donc capitale. En fait cependant dans notre législation coloniale, le problème n'a reçu une solution que récemment.

Un décret du 23 octobre 1904 a organisé le domaine en Afrique Occidentale Française. Jusque-là, la terre n'était pas soumise aux mêmes règles à la Côte d'Ivoire qu'en Guinée, au Dahomey qu'au Sénégal et au Soudan (1). Il y avait de notables différences entre les « Coutumes » de ces pays. Pour ne prendre qu'un exemple, voici ce qui se passait à Gao. Le Baïtalmali (communal) des Songhays est organisé ainsi : La propriété est en partie collective, en partie individuelle. La pro-

(1) *Sénégal*. Quatre décrets du 20 juillet 1901 sur :

1° l'Exploitation des forêts. 2° La Propriété foncière. — 3° les Terres domaniales. — 4° le Domaine public.

Côte d'Ivoire. Trois décrets du 20 Juillet 1900 sur :

1° Le Régime forestier. — 2° Le Régime de la Propriété foncière. — 3° Le Régime du Domaine public.

Dahomey. Quatre décrets du 5 Août 1900 sur : 1° Le Régime forestier. — 2° Le Régime de la Propriété foncière. — 3° Le Régime du Domaine public. — 4° Le Régime des terres domaniales.

Guinée. Quatre décrets du 24 mars 1901 sur : 1° le Régime forestier. — 2° le Régime de la Propriété foncière. — 3° le Régime du domaine public. — 4° le Régime des terres domaniales.

Ces décrets ont été copiés sur ceux du Congo du 8 février 1899 et du 28 mars 1899 avec les temperaments nécessités par les pays auxquels ils s'appliquaient.

priété collective était distribuée pour 1/3 aux chefs de case, cela leur revenait de droit. Un autre tiers était accordé de droit à la famille du chef de village : il pouvait de la sorte faire des cadeaux, nourrir les malheureux. . . . Enfin la troisième partie était mise à la disposition du chef de village : c'était un lot de bienfaisance que l'on donnait aux étrangers autorisés à venir dans le village ; aux captifs libérés et aux indigents.

Chaque région possédant des coutumes spéciales il en résultait une difficulté très grande pour la colonisation. Le décret de 1904 est venu remédier à cet inconvénient. En même temps qu'il détermine la condition légale du Domaine public en Afrique Occidentale Française, il légifère sur les terres domaniales en son titre II. Il pose le principe que les terres vacantes et sans maître appartiennent à l'Etat, sans s'expliquer davantage sur ce point. Toutefois la portée de la règle est atténuée par ce fait que « les terres formant la propriété collective des indigènes ou que les chefs détiennent comme représentants de collectivités indigènes » n'y sont pas comprises.

C'est reconnaître les droits des indigènes qui ne peuvent céder aux particuliers, colons et indigènes que suivant arrêté du Lieutenant-Gouverneur pris en Conseil d'administration.

Dans certains cas l'administration peut exproprier, mais sous condition de délivrer une juste et préalable

indemnité. Mais comment déterminer cette compensation ? Ne faut-il pas préférer, étant donné l'esprit indigène, une allocation foncière à une redevance en argent ?

L'occupation de la partie de ces terres qui serait nécessaire pour la création de centres urbains, pour des constructions ou des travaux d'utilité publique est prononcée par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil d'administration. Des concessions agricoles sont accordées également.

a) *Concessions de terrains urbains.* — Le régime en est réglé par l'arrêté local du 30 août 1905, modifié en ce qui concerne le taux de la mise à prix, par celui du 21 juillet 1908. Les lots de terrain urbain sont exclusivement accordés par adjudication.

Les terrains urbains, situés dans toute l'étendue de la colonie, ne peuvent être concédés qu'à titre onéreux et suivant les dispositions générales du Code civil concernant le droit de propriété, ainsi que celles du décret du 24 juillet 1906 sur le régime de la propriété foncière en Afrique Occidentale.

Appartiennent à cette catégorie les terrains englobés dans les limites actuelles des villes et escales, ainsi que dans la zone du plan de lotissement approuvé par le Gouverneur.

Quiconque désire acquérir une concession urbaine doit adresser au Lieutenant-Gouverneur, par l'inter-

médiaire du commandant de cercle ou du commandant de région, suivant la localité où est le terrain, une demande contenant ses nom et prénoms, son domicile et le numéro de la parcelle.

Après les conditions de publicité accomplies, il est procédé à l'adjudication dans les formes ordinaires des enchères publiques. Un registre des procès-verbaux d'adjudications est tenu dans tous les cercles. Le commandant du cercle délivre à l'acquéreur un extrait du procès-verbal d'adjudication lorsque la somme due a été versée par l'adjudicataire.

Après avoir rempli les formalités, tout concessionnaire s'engage à se soumettre à certaines obligations (constructions, servitudes) suivant le lieu, la nature du sol, et l'exploitation à entreprendre. L'administration, de son côté, est tenue aux obligations générales imposées aux vendeurs, de délivrer et de garantir la chose vendue

b) *Concessions agricoles.* — Le mode d'aliénation des terres domaniales varie suivant l'étendue des concessions demandées. Le décret du 23 octobre 1903 stipule que :

1° Les concessions de moins de 200 hectares sont accordées par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil d'administration aux conditions déterminées dans chaque cas par l'acte de concession lui-même, suivant le lieu, la nature du sol et l'exploitation à entreprendre ;

2° Les concessions, portant sur une étendue comprise entre 200 et 2000 hectares, sont accordées par le Gouverneur Général sur la proposition du Lieutenant-Gouverneur, après avis du Conseil d'administration ;

3° Les concessions portant sur une étendue supérieure à 2,000 hectares sont accordées par décret rendu sur le rapport du Ministre des Colonies sur la proposition du Gouverneur Général et après avis de la Commission des Concessions Coloniales.

Dans ces deux derniers cas, les conditions de la concession sont stipulées dans un cahier des charges (mentionné *suprà*) annexé à l'acte de concession qui fixe également le taux de la redevance.

L'octroi de toute concession devra être précédé d'une publicité suffisante pour que tous les intérêts en cause puissent se produire et être examinés avant l'établissement de l'acte de concession.

Cet acte fait mention des conditions de cette publicité et doit être inséré au *Journal Officiel* de la colonie.

De même que pour les concessions agricoles, les concessions pour exploitation de carrière, eaux thermales, sont accordées par le Lieutenant-Gouverneur en conseil d'administration aux conditions déterminées dans chaque cas par l'acte de concession lui-même.

c) *Le régime minier* est réglementé dans la colonie par le décret du 6 juillet 1899 sur la recherche et l'ex-

exploitation des mines dans les colonies et pays de protectorat de l'Afrique Continentale autres que l'Algérie et la Tunisie.

Cet acte a été promulgué dans la colonie par l'arrêté du 29 décembre 1899. Depuis il a été commenté par la circulaire du 1^{er} avril 1902. D'autre part, le décret du 4 août 1901 a fixé les conditions de recherches et d'exploitation de l'or et des métaux précieux dans le lit des fleuves, rivières et cours d'eau.

Certaines régions de la colonie ne sont pas encore ouvertes à l'exploitation. Ce sont :

1. Le territoire militaire du Niger.

2. Les cercles de Boobo-Dioulasso, Koury, Ouagadougou, Koutiala, Gaoua et Fada N' Gourma.

Ailleurs on peut acquérir sur les mines certains droits. Les droits d'exploration et de recherche s'appliquent dans un même périmètre à toutes les mines qui peuvent s'y trouver. Il faut une autorisation personnelle du Lieutenant-Gouverneur pour qu'une personne ou une société puisse entreprendre des recherches ou des explorations. Cependant le régime est moins strict pour les indigènes. On considère leurs procédés actuels comme sans grande influence sur les mines. Ils conservent leurs droits coutumiers d'exploiter les gîtes superficiels d'or et de sel.

Des droits qu'on peut acquérir sur les mines découlent différentes sortes de permis. Ils sont au nom-

bre de quatre : a) permis d'exploration ; b) permis de recherches ; c) permis d'exploitation ; d) permis de dragage.

a) *Permis d'exploration*. — Ce permis est valable pour 2 ans et ne peut être ni prorogé ni cédé. Il donne au titulaire un droit de préférence pour l'obtention de permis de recherches ou d'exploitation. Il est délivré moyennant un versement de 0 fr. 05 par hectare. Le permis est accordé par le Ministre s'il dépasse 50.000 hectares. Au-dessous de ce chiffre il est délivré par le Gouverneur.

b) *Permis de recherches*. — Ce permis est accordé à la priorité de la demande. Valable pour 2 ans il peut être renouvelé une fois pour une nouvelle période de 2 ans, mais dans ce cas l'intéressé doit acquitter une redevance doublée. La délivrance du permis donne lieu à une redevance de 0, 10 par hectare jusqu'à 1000 hectares ; 0, 20 de 1000 à 5000 hectares et 0, 40 au-dessus. Ce permis peut être cédé à quiconque est autorisé. L'étendue maxima que peut avoir un permis de recherches est de 7.854 hectares.

c) *Permis d'exploitation*. — L'exploitation des mines ne peut se faire qu'en vertu d'un permis, qui est du reste cessible. Il permet d'accomplir tous les travaux nécessaires à l'exploitation de la mine et au traitement de ses produits dans un périmètre de forme rectangu-

laire d'une étendue variant entre 24 et 800 hectares pour l'or et les gemmes, et de 2.500 hectares pour les autres substances. Ce permis est accordé pour 25 ans et peut être renouvelé.

On verse pour ce permis 2 francs par hectare pour l'or et les gemmes et 1 franc pour les autres substances. Les exploitants sont assujettis à une taxe sur les produits extraits pouvant aller jusqu'à 5 %.

d) *Permis de dragage*. — Ces permis subissent les mêmes formalités que les permis de recherches et d'exploitation terrestres sauf une diversité dans la détermination des permis. En outre on permet la continuité de deux permis de recherche ou d'exploitation par dragage.

FORÊTS

Des dispositions législatives ont été prises en 1900 et 1901 (1) pour protéger les forêts domaniales et les bois privés dans chacune des colonies de l'Afrique Occidentale.

Les exploitations forestières n'ont lieu que suivant une autorisation personnelle et temporaire, et contre

(1) *Sénégal* décrets du 20 juillet 1900.

Côte d'Ivoire décrets du 20 juillet 1900.

Dahomey décrets du 5 août 1900.

Guinée décrets du 24 mars 1901.

Ces décrets ont été copiés sur ceux du Congo, du 8 février 1899 et du 28 mars 1899.

redevance. Il est défendu de toucher aux arbres à latex et aux arbres trop jeunes. Il est interdit de défricher les versants des montagnes et coteaux offrant un angle de 30 degrés et au-dessus. Les arbres à essence, abattus dans le cours de l'année, doivent être remplacés par des arbres aussi nombreux et d'essence aussi riche. Pour assurer ces dispositions, des chefs de chantier consignent chaque jour sur un carnet d'attachement les différentes coupes produites.

En outre, les produits forestiers ne peuvent circuler que revêtus de la marque de l'exploitant. A défaut de quoi, ils sont saisis et peuvent occasionner des amendes de 100 à 1000 francs.

La mission Chevallier a étudié cette importante question de la conservation des forêts en Afrique Occidentale. Elle a proposé, dans ce but, une série de mesures qui protégeront les massifs forestiers contre les déprédations des pasteurs, chasseurs et indigènes qui mettent le feu à de grandes étendues.

La destruction des forêts est la plaie de l'Afrique et le problème de leur conservation est difficile à résoudre. Les essais faits en Algérie montrent bien les difficultés, car les résultats obtenus depuis 80 ans ne sont pas satisfaisants.

2. *Le régime foncier.* — L'expansion coloniale a mis les Européens en présence des indigènes. Ceux-ci ont une organisation foncière primitive : la propriété

est collective. Ce système a d'ailleurs l'avantage de protéger l'indigène contre lui-même, car il ne peut pas troquer sa terre contre une pacotille européenne. Dès lors, en présence de cette situation, on peut se demander s'il faut modifier ces pratiques et si l'on introduira dans ces pays la vieille institution romaine de la propriété individuelle qui a donné en Algérie des résultats détestables.

Au contraire ne doit-on pas assimiler l'indigène à un mineur, à un incapable, et le mettre sous le contrôle de l'administration ?

Le problème foncier présente donc un grand intérêt au point de vue des indigènes, car suivant la solution adoptée, il se formera, ou une « classe de prolétaires indigènes » réduits à venir travailler chez les autres comme en Algérie ou bien un développement, un progrès dans la notion de la propriété.

Au regard des Européens la question est pressante. Il ne suffit pas au colon de posséder une terre, de la mettre en valeur et d'en exploiter laborieusement les produits. Il peut survenir une mauvaise récolte ; une crise peut désoler le pays. Comment surmonter la difficulté dans une contrée qui manque d'organisation ? Certes le colon aura recours au crédit, à l'emprunt. Mais quel gage offrir, s'il n'a pas sur sa terre des droits qui soient stables. Et si le colon, abattu par les déboires, veut se défaire de sa propriété, ne devra-t-il pas trouver un moyen de céder rapidement sa

terre ? Dans un pays neuf il faut faciliter la circulation des biens, la propriété foncière doit être assez mobile pour se déplacer. Si la réforme présente des inconvénients dans le Métropole, il n'en est pas de même aux colonies où le passé n'a pas encore créé de droits acquis. Aussi sur ce point les législations coloniales sont-elles en avance sur les législations métropolitaines.

Dès 1901-1902 pour le Sénégal, le Haut-Sénégal et Niger, la Guinée, la Côte d'Ivoire et le Dahomey on institua un régime foncier approprié à leurs besoins et favorable à leur développement. Ils se rapprochaient du Torrens Act de 1858, imité en Tunisie le 1^{er} juillet 1885. Cette réglementation a été remise au point dans un document qui s'applique à l'Afrique Occidentale : le décret du 24 juillet 1906.

Ce décret institue un service dit de la conservation de la propriété et des droits fonciers (art. 1) chargé d'assurer aux titulaires la garantie des droits réels qu'ils possèdent sur les immeubles.

Cette garantie est obtenue au moyen de l'inscription sur des livres fonciers, à un compte particulier ouvert pour chaque immeuble, de tous les droits réels qui s'y rapportent ainsi que des modifications apportées à ces mêmes droits. La publication est précédée de la vérification des justifications produites et fait foi à l'égard des tiers. Pour permettre cette publication, les immeubles doivent être, à la suite d'une

procédure spéciale tendant à provoquer la révélation de tous droits réels déjà constitués, préalablement immatriculés sur les livres fonciers. L'immatriculation des immeubles aux livres fonciers est autorisée quel que soit l'état ou le statut des propriétaires ou détenteurs (art.4). Cet article tend à faire évoluer la notion de la propriété collective indigène vers le système de la propriété individuelle, puisqu'il admet les indigènes à faire immatriculer leurs terres.

Comme dans l'Act Torrens, l'immatriculation est facultative en principe. Exceptionnellement elle est obligatoire dans les cas suivants :

1° Dans le cas d'aliénation ou de concession de terres domaniales :

2° Dans le cas où un immeuble, détenu jusque-là dans les formes admises par les coutumes indigènes, doit faire, pour la première fois, l'objet d'un contrat écrit rédigé en conformité des principes du droit français.

Dans ces deux cas, la formalité doit à peine de nullité de la convention, précéder la passation de l'acte qui consacre l'accord définitif des parties.

L'immatriculation est définitive une fois accomplie. L'immeuble ne peut pas être replacé sous son régime antérieur. Un bureau de la conservation de la propriété et des droits fonciers a été institué au siège de la justice de paix à compétence étendue de Kayes. De nouveaux bureaux pourront être créés par le Gouver-

neur Général sur la proposition du Lieutenant-Gouverneur. A la tête de ces bureaux ont été placés des conservateurs de la propriété foncière. Ils sont chargés de la suite à donner aux demandes d'immatriculation, de l'inscription, et de la communication au public des renseignements contenus en leurs archives.

Les livres fonciers sont affectés à raison d'une feuille ouverte par immeuble, à l'enregistrement spécial prévu à l'art. 3, sous le nom d'immatriculation, et à l'inscription ultérieure, en vue de leur conservation, des droits réels soumis à la publicité. L'ensemble des mentions consignées sur une feuille ouverte des livres fonciers constitue le titre foncier de l'immeuble auquel elles s'appliquent. Les mentions du titre foncier sont appuyées et complétées par l'adjonction de bordereaux analytiques établis par le conservateur, des actes et pièces produits comme justification des droits réels publiés.

A chaque titre foncier correspond, dans les archives de la conservation un dossier comprenant : 1° les pièces de la procédure d'immatriculation ; 2° le plan définitif de l'immeuble. 3° ; la série des bordereaux analytiques successivement établis ; 4° les actes et pièces analysés. Le nombre des livres fonciers à ouvrir dans chaque bureau est fixé par arrêté du Lieutenant-Gouverneur sur la proposition du conservateur. Tout immeuble immatriculé aux livres fonciers est

désigné par le numéro du titre foncier qui le concerne.

Les conservateurs tiennent encore d'autres registres.

a) Pour la suite de la procédure d'immatriculation.

1° Le registre d'ordre des formalités préalables à l'immatriculation.

2° Le registre des oppositions.

b) Pour la constatation des demandes d'inscription :

3° Le registre des dépôts des actes à inscrire.

c) Pour la communication des renseignements au public :

4° Le répertoire des titulaires de droits réels et la table de ce répertoire par bulletins mobiles.

Le registre des oppositions et le registre des dépôts des actes à inscrire sont arrêtés chaque jour par le conservateur, à l'heure de la fermeture des bureaux. Le registre des dépôts est tenu en double exemplaire et, dès achèvement, l'un des deux est transmis au dépôt des Archives Coloniales à Paris.

Avant tout usage les livres sont cotés et paraphés par le juge de paix à compétence étendue de Kayes. Celui-ci, dans son ressort, peut demander personnellement la communication sans déplacement des registres des conservateurs de la propriété foncière (art. 18).

Les immeubles immatriculés sont soumis les uns à

la législation française, les autres au droit coutumier.

Pour faciliter les transactions, les décrets ont apporté des innovations : ils ont aboli les hypothèques générales et occultes. Il n'y a plus d'hypothèques légale et judiciaire ; les privilèges spéciaux ont disparu. Des garanties ont été établies à leur place. Les hypothèques du mineur, du vendeur, de la femme mariée sont remplacées par des hypothèques forcées acquises par une décision en justice (art. 30).

Le décret ne laisse subsister que l'hypothèque conventionnelle, qui résulte de la convention des parties.

A ces innovations, s'ajoute une simplification apportée dans la constitution d'hypothèque. On peut la concéder par acte authentique ou « sous seing privé » et la transmission a lieu dans les mêmes formes (art. 40).

Cette innovation dans la constitution de l'hypothèque par acte sous seing privé n'est pas admise en France, mais pourrait l'être sans inconvénients. Aux colonies c'est une réforme bien osée. Comment les indigènes se rendront-ils compte de ce qu'est une hypothèque si le co-contractant est de mauvaise foi ? Il sera facile à un spéculateur, qui aura obtenu une hypothèque sur un fonds indigène, de poursuivre la vente de l'immeuble s'il n'est pas remboursé à l'échéance. Or si l'on songe qu'en Afrique Occidentale la propriété est collective, on voit combien une licitation peut être

malheureuse. C'est une pratique qui a donné en Algérie des résultats monstrueux.

A l'égard des colons, au contraire, les prêts se négocieront plus facilement parce que les prêteurs pourront réaliser le gage dans le cas où ils seront à court d'argent.

Ces hypothèques s'appliquent seulement : aux fonds bâtis ou non bâtis qui sont dans le commerce, et avec eux, leurs accessoires réputés immeubles ; l'usufruit des mêmes biens pendant sa durée ; les droits d'emphytéose et de superficie établis sur les mêmes biens.

Le décret du 24 juillet 1906 a prévu une hypothèque conventionnelle d'une forme ingénieuse : l'hypothèque différée. Elle peut rendre les plus grands services au point de vue agricole en facilitant le crédit souvent si nécessaire aux travailleurs de la terre. Voici comment elle fonctionne. Elle est soumise comme les autres hypothèques au double principe de la spécialité et de la publicité.

L'acte constitutif de cette hypothèque est rédigé dans la forme ordinaire, et un original ou une expédition en est remis, avec la copie du titre foncier, au créancier hypothécaire.

Celui-ci dépose ses pièces à la Conservation en faisant défense par écrit au conservateur de déférer à aucune réquisition (1) présentée pendant 90 jours et qui lui serait préjudiciable,

(1) Article 132 du décret 24 juillet 1906.

Ce dépôt, valable comme opposition, est inscrit à sa date, au registre des dépôts, et mention provisoire en est faite sur le titre foncier, tandis qu'elle ne figure pas sur la copie du titre foncier. Or, c'est là une disposition très heureuse. En effet, cette copie du titre foncier circule à l'instar des effets de commerce et en même temps elle est la reproduction certifiée du registre foncier. Les nouveaux prêteurs, les gens qui demanderont une copie du titre foncier n'apprendront pas ainsi que leur débiteur a eu des moments de gêne ; et cette diminution de publicité, ce silence ne peuvent qu'être favorables, on le comprend, au développement du crédit agricole.

Quant au créancier qui consent l'hypothèque, il se sent lui-même à l'abri. Si dans les 90 jours, une nouvelle inscription est requise, le conservateur inscrit, préalablement l'hypothèque différée au jour du dépôt pour opposition. Au cas contraire, à l'expiration des 90 jours, le créancier doit retirer ses pièces ou en requérir l'inscription régulière.

Avec cette combinaison, les droits des deux parties sont sauvegardés : le créancier hypothécaire pendant le délai d'opposition garde son rang et le propriétaire emprunteur, momentanément dans la gêne, ne voit pas son immeuble grevé (art. 43 et 132). Ce mode de prêt sur titre foncier est employé d'une façon courante en Australie. En outre la réalisation des gages est

facilitée par les articles 52 à 56 du décret de 1906 (expropriation simplifiée clause de voie parée).,

Dans son titre II le décret s'occupe du fonctionnement du régime foncier.

Peuvent requérir l'immatriculation :

1° le propriétaire ; 2° le co-propriétaire. 3° le titulaire d'un des droits réels énumérés en l'art. 20, autres que la propriété, avec le consentement du propriétaire ; 4° le tuteur, administrateur ou curateur d'un incapable ; 5° le créancier poursuivant l'expropriation d'un immeuble, lorsque le tribunal a ordonné l'accomplissement de cette formalité, préalablement à la mise en adjudication.

Tout requérant d'immatriculation doit remettre au conservateur, contre récépissé, les pièces suivantes :

1° Les nom, prénoms, domicile, état-civil.

2° Une élection de domicile dans une localité de la colonie où se trouve l'immeuble.

3° La description de l'immeuble.

4° L'estimation de sa valeur locative.

5° L'estimation de sa valeur vénale.

6° Le détail des droits réels et des baux de plus de 3 ans.

7° Réquisition au conservateur de procéder à l'immatriculation.

La réquisition n'est acceptée par le conservateur que si elle est régulière. Il peut exiger d'ailleurs toutes les justifications qui lui semblent nécessaires.

Ensuite viennent des conditions d'affichage, d'opposition et de bornage. L'art. 84 fixe la procédure. Le titre foncier devient alors définitif et inattaquable. Il donne une base solide au titre de propriété et constitue le point de départ unique de tous les droits réels existant sur l'immeuble au moment de l'immatriculation.

Les tiers, dont les droits pourraient être méconnus, n'ont plus d'action réelle. On leur accorde, au cas de dol, une action personnelle en indemnité contre l'auteur du dommage.

En terminant, notons que ce décret favorise l'évolution de la propriété indigène collective vers notre conception. L'article 58 stipule que « dans les parties de l'Afrique Occidentale où la tenure du sol ne présente pas tous les caractères de la propriété privée, telle qu'elle existe en France, le fait par un ou plusieurs détenteurs, d'avoir établi, par la procédure de l'immatriculation, l'absence de droits opposables à ceux qu'ils invoquent, a pour effet de consolider leurs droits d'usage et de leur conférer les droits de disposition reconnus aux propriétaires par la loi française ». Du reste l'article 65 facilite la chose en n'exigeant des indigènes qu'un simple certificat de l'administrateur.

Enfin l'article 158 abroge le décret du 15 décembre 1904, créant un bureau de l'enregistrement pour la colonie du Haut-Sénégal et Niger, mais en tant seule-

ment qu'il y adjoint un bureau de la conservation des hypothèques.

Ainsi ce nouveau texte se rapproche davantage de l'Act Torrens, le modèle type universellement admis, auquel il emprunte tout ce qui peut être pratiquement et utilement appliqué dans les régions de l'Afrique Occidentale ; il contient en outre, dans celles de ses dispositions qui se rapportent aux procédés d'exécution, toutes les modifications aux adaptations antérieures de la législation australienne, dont l'expérience a révélé l'utilité ; enfin, il permet l'accès des livres fonciers aux indigènes qui verront, par le seul fait de l'immatriculation de leurs terres, leurs droits de détenteurs précaires transformés en droits de propriétaires, au sens de la loi française.

Cette dernière modification est de nature à favoriser le développement moral des populations auxquelles elle s'adresse en attachant l'homme à la terre, en lui faisant concevoir le but donné à l'effort individuel, la sanction offerte au travail.

B. — LA MAIN D'ŒUVRE.

Plus on étudie les questions coloniales, plus on se rend compte que la difficulté fondamentale, celle qui, par contre-coup, engendre toutes les autres, réside dans l'insuffisance de la main d'œuvre. Le chiffre de la population indigène de l'Afrique Occidentale Française

n'a pu encore être déterminé qu'approximativement.

Toutefois on n'a pas eu besoin de recourir jusqu'ici à l'introduction de travailleurs étrangers. L'administration recrute des ouvriers assez facilement dans le Haut-Sénégal et Niger. Suffisamment intelligents, les indigènes ont une réelle facilité d'assimilation. Mais il est très malaisé de les conserver, car ils changent fréquemment de maître, et sont aussi peu honnêtes. Du reste le recrutement ne sera pas toujours commode. « Les indigènes ayant toujours vécu sans besoin, ne travaillent que pour assurer leur existence ; ils n'ont pas la conception du travail assidu et organisé, et l'esclavage d'ailleurs fort doux, qui existe encore entre indigènes, résoud pour eux la question de la main d'œuvre. »

Si le problème de la main d'œuvre est partiellement résolu, si le recrutement de l'ouvrier indigène se fait aujourd'hui plus aisément, c'est qu'au contact des Européens, sont nés chez les indigènes les appétits et les besoins qui engendrent le désir du gain et la nécessité du labeur.

Il est certain que n'ayant plus les travaux du chemin de fer pour leur procurer des ressources, les hommes devront chercher ailleurs un travail qui leur permettra de payer à leurs femmes des bijoux et des parures.

Le rôle de l'Européen sous les Tropiques est d'être l'initiateur ; il ne peut pas exécuter les gros travaux.

Il doit se borner au commandement, à la direction. Les noirs comprennent assez rapidement nos procédés de travail. Pour la construction des chemins de fer, on a trouvé sur place les terrassiers et les manœuvres nécessaires. Il n'est pas douteux que pour les ouvriers d'art, la création d'écoles professionnelles ne donne de bons résultats.

Les indigènes sont les auxiliaires indispensables de la colonisation, et c'est pour cela qu'on a pris des mesures pour les protéger. Dans ce but il faut signaler les efforts faits pour améliorer les conditions d'hygiène, les règlements sur la santé publique, l'assistance médicale gratuite, les dispositions pour enrayer l'émigration des travailleurs. Depuis le décret du 12 décembre 1905 la traite est sévèrement réprimée.

Quiconque aliène la liberté d'une tierce personne est passible de 2 à 5 ans de prison, et d'une amende de 500 à 5000 francs. Comme peine accessoire, le décret stipule la privation des droits civiques, civils et de famille pour une durée de 5 à 10 ans.

La question de l'immigration ne s'est pas encore posée en Afrique Occidentale. Cependant en 1899 le ministère des colonies avait pensé employer des exclus dans le Haut-Sénégal et Niger. Le projet n'eut pas de suite.

Quant aux populations du territoire militaire, nous n'avons pour le moment à leur demander aucune main d'œuvre ; elles ne peuvent subsister que dans

leurs steppes où la colonisation n'aura sans doute de longtemps d'autre œuvre à se proposer que de garantir la liberté des transactions.

On supprime de plus en plus le portage. Au Haut-Sénégal et Niger, comme sur beaucoup de points de notre empire colonial, partout où les bêtes de somme font défaut, on est obligé de recourir au portage pour ravitailler les postes et les colonnes. L'amélioration des voies de communication pourra seule, en limitant ces corvées à quelques journées, atténuer ce qu'elles comportent d'odieux.

En résumé, aux noirs du Soudan nous n'avons pas à demander seulement comme aux nomades du désert de nous laisser passer, notre rôle ne peut pas se borner à des actes de police. La tâche est plus complexe, puisque le travail assidu de l'indigène nous est nécessaire sous les tropiques. Il n'y a pas qu'à cueillir et à transporter au Soudan, il faut produire, cela nécessite une main d'œuvre locale. Cette production nous donnera des vivres pour améliorer l'ordinaire des Européens et celui des indigènes, en même temps que pour diminuer les frais d'occupation. Mieux nourris, formés au travail technique, nos sujets indigènes se livreront sous notre direction à des cultures d'exportation. En intéressant ainsi nos administrés à la mise en valeur du sol, nous les élevons vers une humanité supérieure, tout ensemble nous ouvrons à l'activité

française des carrières nouvelles et nous consolidons l'emprise de la France en Afrique.

C. — LE CRÉDIT

La main d'œuvre n'est pas tout. Forcément la mise en valeur d'une colonie est affaire d'argent. Il faut pouvoir se procurer de l'argent à un taux raisonnable et pour un temps assez long. Quand bien même on aurait au début d'une entreprise un capital suffisant pour les besoins d'une industrie, on peut être amené par la suite à faire des opérations financières et à recourir au crédit.

L'organisation du crédit doit donc au même degré que la question foncière être une des premières préoccupations de tout Etat colonisateur. Ce crédit n'est autre que l'ensemble des divers moyens par lesquels le capital est mis à la disposition du travail pour l'exploitation agricole, industrielle et commerciale des colonies.

Dès 1890, on a projeté une Banque spéciale pour la colonie du Haut-Sénégal et Niger. Le projet a été abandonné parce que le Trésor n'a pas voulu couvrir la Banque pour ses tirages en France. Il y aurait cependant lieu d'étudier à nouveau la question.

De plus en plus le troc disparaît et cède la place à la monnaie. Dès 1885 dans tout le Haut-Sénégal l'indigène acceptait volontiers les pièces d'argent de 1 fr.

et de 0 fr. 50. Les marchands marocains et arabes acceptent et donnent depuis des siècles les douros Bou-Med-Fa, et les thalers de Marie-Thérèse qui ont cours dans toute l'Afrique. Il serait d'une utilité incontestable de faire accepter dans toute la colonie notre monnaie française, qui y a cours légal, évidemment, mais qui en pratique ne sert que dans des proportions encore modestes. L'administration trouve à la monnaie régulière les plus grands avantages au point de vue de la perception de l'impôt. On évite ainsi les encombrements des postes, les risques de perte, de détérioration et de mévente des produits perçus, ainsi que des mécomptes.

Certaines sociétés et divers colons commencent à payer tout ou partie des salaires de leurs ouvriers ou employés en argent. Ce mode de règlement est facilité par les émissions des billets au porteur par la Banque de l'Afrique Occidentale Française. Ces billets circulent à Kayes et à Bamako ; il n'y en a pas beaucoup à l'intérieur. Le siège social de cette banque est à Paris. Ses opérations s'étendent au Sénégal, à la Guinée, à la côte d'Ivoire, au Dahomey, au Congo français ainsi qu'aux pays de protectorat dépendant de ces colonies et aux pays étrangers de la côte occidentale d'Afrique ». (Décret du 29 juin 1901). Bien que le Haut-Sénégal et Niger ne soit pas mentionné, il n'est pas douteux qu'il ressortisse de la Banque de l'Afrique Occidentale Française. En effet par « Sénégal »

il faut entendre non seulement le Sénégal actuel, mais encore « les cercles de Kayes, de Bafoulabé, de Kita, de Satadougou, de Bamako, de Ségou, de Djenné, de Nioro, de Goumbou, de Sokolo et de Bougouni » qui lui étaient rattachés en vertu du décret de 1899 — Les autres cercles de leur côté étaient compris dans les autres colonies du groupe africain.

Cette banque est autorisée à émettre des billets de 1000, 500, 100, 50, 25 et 5 fr. remboursables à vue.

La banque ne peut dans aucun cas et sous aucun prétexte faire d'autres opérations que celles qui lui sont permises par les statuts.

Ce n'est pas simplement une banque d'escompte et de dépôt. Outre l'émission des billets, elle possède un autre privilège. Dans le but d'établir un crédit fondé sur le gage lui-même sans dessaisissement du propriétaire ce qui est contraire à l'art. 2.076 du Code Civil, on a donné à la Banque de l'Afrique Occidentale le pouvoir de prêter sur cessions de récoltes pendantes, moyennant certaines précautions. La mesure aurait dû amener les plus heureux résultats au point de vue agricole. Ce privilège en fait est resté platonique, la Banque de l'Afrique Occidentale ne consentant pas de prêts sur cessions de récoltes. La lacune est heureusement comblée par l'institution ingénieuse de l'hypothèque différée.

CHAPITRE V

L'OUTILLAGE DE LA VIE ÉCONOMIQUE AU HAUT SÉNÉGAL ET NIGER

Après avoir vu les conditions de la production et du commerce au-Haut-Sénégal et Niger, il nous reste à examiner si nos colons y trouveront l'outillage économique nécessaire à son exploitation, et si l'avenir agricole et commercial de ces régions justifie les sacrifices qu'ils pourraient être amenés à s'imposer ?

Comme le dit excellemment M. Guy, (1) il ne suffit pas de récolter sur place les produits agricoles les plus abondants et les plus variés, de faire pousser sur le sol les plantes les plus précieuses ou d'extraire du sous-sol les minéraux les plus indispensables et les plus rares. Si ces produits ne peuvent être consommés sur place, ils n'auront de valeur qu'autant qu'ils seront mis dans le plus court espace de temps et au meilleur marché possible à la disposition des acheteurs et des consommateurs. A une époque où la

(1) La mise en valeur de notre domaine colonial.

vapeur et l'électricité ont en quelque sorte rétréci les bornes du monde et suscité entre les peuples une concurrence plus âpre, il n'est pas de colonisation possible sans voies de communication. »

Et il ne s'agit pas seulement des voies ferrées, mais aussi des voies de navigation, si précieuses en pays neuf et qui permettent de pénétrer plus avant au cœur du continent, le bateau étant presque toujours l'avant-garde de la locomotive.

§ I. — ROUTES.

Jusqu'à aujourd'hui dans la colonne du Haut-Sénégal et Niger, on n'a pas encore construit de vraies routes. Sauf la route de Kayes à Bamako, qui disparaîtra bientôt sous la brousse, partout ailleurs on ne dispose que de pistes plus ou moins bien aménagées. Outre les inconvénients inévitables d'un voyage par terre, il faut se faire accompagner d'indigènes pour le portage. Là n'est pas le moindre souci des administrateurs, qui se voient obligés de réquisitionner des porteurs dans les villages. Cette réquisition est rapidement abusive, et elle est si redoutée des indigènes qu'elle a transformé certaines routes en vrais déserts.

Les porteurs se paient suivant les régions de 0, 70 à 1 fr. par jour, mais on pourvoit à leur nourriture pendant la durée de leurs services.

§ 2 VOIES FLUVIALES.

Le Sénégal. — La colonie du Haut-Sénégal et Niger est en communication avec la côte par le fleuve Sénégal. Le Sénégal est jusqu'ici la seule voie d'accès de ces régions et c'est par lui que s'est faite l'occupation du pays. Son débit n'est malheureusement pas régulier : comme tous les fleuves africains, le régime de ses eaux est intermittent. ce qui fait qu'il ne peut plus suffire au développement qu'a pris le commerce.

Du 15 novembre à la mi-juillet, les vapeurs ne peuvent remonter jusqu'à Kayes en raison de la baisse des eaux : ils s'arrêtent à Podor, et le voyage se continue jusqu'à Kayes en chalands tirés à la cordelle. Ces chalands peuvent transporter deux ou trois tonnes et se louent en moyenne 5 francs par jour. Pendant les trois mois (Juillet-Octobre) que dure la période de navigabilité pour les bateaux de haute mer jaugeant 2 000 tonnes, le grand commerce et l'administration profitent des hautes eaux pour assurer le ravitaillement. Des vapeurs apportant des charbons anglais, du matériel ou des vivres de Bordeaux et de Marseille, remontent le fleuve jusqu'à Kayes avec leur pleine cargaison, c'est-à-dire jusqu'à près de 800 kilomètres dans l'intérieur.

Cependant tous les cinq ou six ans, la crue étant insuffisante, les bateaux ne peuvent remonter à des-

mination et le ravitaillement est impossible. Chaque année, Kayes est pendant 5 mois environ, du 15 juin au 15 novembre, en relations directes avec St-Louis par les vapeurs des « messageries fluviales ».

Ces bateaux partent de St-Louis tous les 15 jours après l'arrivée à Dakar du paquebot des messageries maritimes. Le voyage dure de 3 à 5 jours pour la montée, de 2 à 3 pour la descente. Il ne faudrait pas croire que le Sénégal, malgré les fluctuations considérables de son débit, soit incapable d'assurer encore longtemps le trafic des régions supérieures.

D'après les rapports de la mission hydrographique du Sénégal, le fleuve pourrait permettre le transport à Kayes d'un tonnage bien supérieur à celui que nécessite encore actuellement le trafic des territoires du Niger. Déjà la navigation a été améliorée à la suite de la mission Mazeran qui a balisé un chenal par lequel les chalands peuvent passer d'une façon presque continue. Mais en outre, il a semblé qu'on pourrait, par des dragages relativement peu coûteux, créer un chenal continu à fort tirant d'eau, même à l'étiage. Tous les levés de plan dans le but de créer ce chenal sont terminés. Dès lors le prix de transport serait moins élevé et l'on pourrait se servir du fleuve en tout temps sans avoir à attendre l'époque de la crue des eaux. Pour le moment il existe déjà sur les bords du Sénégal de nombreuses balises qui informent les

navires des endroits dangereux, de ce fait les échouages ont diminué.

Cette amélioration du fleuve a été envisagée en même temps que la construction d'une voie ferrée reliant directement le Soudan à la Côte. Ce sont là deux questions connexes puisqu'elles ont chacune pour but de développer le commerce du haut pays. Dans ces conditions les deux voies ne vont-elles pas se nuire, se concurrencer ? Il est à craindre que la voie du Thiés-Kayes se ressente toujours dans son trafic de la concurrence du fleuve. On peut admettre en effet que les administrations, ou le haut commerce disposant de gros capitaux, ayant établi à l'avance leurs prévisions, prendront toutes leurs dispositions pour se ravitailler par le Sénégal à l'époque des hautes eaux ; elles ne se serviront du chemin de fer qu'au cas de crue trop faible.

Au surplus quel que soit le tarif de la voie ferrée, elle ne pourra probablement jamais assurer les transports aux conditions données par les armateurs de Bordeaux : 70 à 80 francs la tonne de Bordeaux à Kayes.

Le Niger.— Au delà de Kayes, la haute vallée du Sénégal n'est plus navigable. Aussi a-t-il été nécessaire de construire un chemin de fer pour relier le fleuve au bassin du Niger. De l'Océan au Niger, la communication est ainsi établie avec l'aide du Séné-

gal. Dans les limites de la colonie elle-même, le Niger et ses affluents constituent une voie de communication économique suffisamment rapide pour les besoins actuels : Tombouctou est à 21 jours de Bordeaux pendant 4 mois.

Le Haut-Niger n'est navigable qu'à partir de Kouroussa.

A partir de Bamako la navigation devient plus difficile. Au sortir de cet endroit, le fleuve est coupé pendant 70 kilomètres par les rapides de Sotuba et de Koulikoro, point terminus du chemin de fer.

Alors le Niger redevient navigable pour les chalands toute l'année jusqu'à Ansongo sur 1520 kilomètres de parcours.

Le régime des eaux du Niger est bien différent de celui du Sénégal. La vallée est très large, la pente peu sensible, et quelque énorme que soit le débit des eaux, les terres desséchées, les lacs et tous les marigots que cette masse est obligée d'alimenter, arrêtent son débit et font que la navigation en est impossible sur un long parcours à une époque donnée pour les bateaux à fort tirant d'eau. Cette considération a conduit l'administration à séparer cette voie fluviale en plusieurs biefs. Il existe à présent plusieurs vapeurs ainsi que des chaloupes à vapeur qui font un service régulier entre Koulikoro et Kabara, port de Tombouctou. On a construit également un chaland-type qui porte 206 tonnes de marchandises, une cinquantaine

de passagers « de couchette » et cent indigènes. La durée du voyage varie de 4 à 6 jours, suivant le nombre d'escales. Actuellement le transport « le Mage » amène les marchandises de Koulikoro à Mopti, au mois d'Août, d'où il les retransporte jusqu'à Ansongo en décembre.

Alors que le maximum de la crue est en janvier à Tombouctou, le même phénomène se produit à Gao un mois plus tard à 450 kilomètres en aval. « Le Mage » peut faire ses transports de Tombouctou à Ansongo jusqu'au mois de février. Après Ansongo, le cours du Niger est interrompu de rapides : rapides de Fafa, de Labezenga, d'Ayorou, de Kendadji ; il redevient ensuite navigable jusqu'à sa sortie du territoire français, après Gaya. — Le Niger est ainsi partagé en 3 biefs : de Kouroussa à Toulimandio sur 400 kilomètres — de Koulikoro à Ansongo sur 1520 kilomètres, — de Jebba à la mer à travers la Nigeria anglaise, où la navigation est libre en vertu de l'acte général de Berlin. La partie française, le Niger Moyen, présente donc 2 biefs, dont l'un très important, met en communication le nord de la région soudanaise avec le chemin de fer de Kayes. La carte complète de cette partie du fleuve a été dressée par les lieutenants de vaisseau Le Blevec et Millot. En outre par l'importance de son débit et la structure de sa vallée, le Niger moyen est d'un concours précieux pour la mise en valeur.

Le Niger déborde au moment de sa crue, sur plus de 50 kilomètres de large et forme, même avec son affluent de droite, le Bani, un véritable delta. Cette zone d'épandage est très fertile. On pourrait l'augmenter considérablement en construisant des barrages qui permettraient en outre de régulariser son débit. Il ne faut pas oublier que les Anglais ont transformé l'Inde du Nord au prix d'énormes travaux hydrauliques, qu'ils ont coupé le Nil à Assouan par un barrage qui retient un milliard de mètres cubes. Pourquoi ne ferions-nous pas du Niger et même du Sénégal des fleuves d'irrigation ? Ne nous serait-il pas profitable d'avoir une Egypte française ?

§ 3. VOIES FERRÉES.

Pendant la conquête, la navigation a pu paraître suffisante, car elle n'avait pour but que le transport du matériel, du personnel et le ravitaillement des postes des territoires militaires. Mais aujourd'hui, qu'il s'agit de la mise en valeur du pays, elle ne correspond nullement aux besoins de la civilisation. La voie fluviale étant incertaine, c'est au chemin de fer qu'il incombe de pousser plus avant la pénétration et de favoriser l'exploitation économique du Soudan.

Chemin de fer du Soudan. — Déjà Faidherbe avait eu l'idée de relier le Sénégal au Niger par une voie ferrée. En 1863, il avait chargé Mage et Quintin de

reconnaître la ligne de communication à établir. Ce projet fut abandonné par les successeurs de Faidherbe et ne fut repris qu'en 1879. M. de Freycinet, qui avait lu une brochure de l'ingénieur Duponchel sur la pénétration au Soudan par le transsaharien, s'intéressa à cette question et institua une commission pour étudier le projet. A la suite d'observations de l'Amiral Jauréguiberry, alors ministre de la marine, on parla d'un transsoudanien partant du Sénégal, et le 24 février 1881, le Parlement vota un premier crédit de 8.552 751 fr. pour le commencement des travaux. Ceux-ci furent menés très lentement jusqu'à 1884, par suite de difficultés considérables : projets mal étudiés, crédits insuffisants, tergiversations du gouvernement, direction défectueuse. Le climat, la fièvre jaune, la main d'œuvre rare, l'absence du matériel, qui était resté entre Podor et St-Louis, nécessitèrent l'abandon des travaux pendant quelques années. On n'atteignit Bafoulabé qu'en 1888, mais le tracé était si défectueux que l'artillerie de marine fut chargée de le refaire. En 1891 l'Administration des colonies confia les études aux commandants Marmier et Joffre, et on procéda à des réfections jusqu'en 1898.

Dès l'année suivante les travaux furent activement poussés. L'Etat et la Colonie s'engagèrent à fournir au budget annexe une subvention annuelle et respective de 500.000 francs pendant 24 ans. Cette subvention

annuelle devait gager un emprunt de 16.369.904 fr.24 permettant la construction jusqu'au kilomètre 330.

En 1900 fut élaboré un nouveau projet. On reconnut l'utilité de prolonger la voie longeant le Niger de Toulimandio à Koulikoro tête du bief moyen : allongement de 14 kilomètres. Les ressources nécessaires s'élevaient à 20.633 111 francs. La loi du 4 mars 1902 consacra une heureuse combinaison. Le trésor avançait les 20.633.111 fr. demandés et remboursait aux dépôts et consignations les emprunts contractés en 1899-1900, c'est-à-dire 7.178.827 francs.

A titre de remboursement, il percevait l'annuité de 1 million, que l'Etat et la Colonie devaient fournir chaque année par parts égales de 500 000 fr., jusqu'en 1922 et en plus une annuité supplémentaire de 417.000 francs que la colonie s'engageait à accorder pendant 24 ans à partir de 1902. Enfin, malgré des épidémies de fièvre jaune au Sénégal et au Soudan, la ligne put être mise en exploitation jusqu'à Koulikoro en 1905 sur une longueur totale de 555 kilomètres. La construction a coûté 49.570.177 fr., ce qui met la moyenne kilométrique à 86.500 fr.

Ce chemin de fer part de Kayes, point terminus de la navigation sur le fleuve Sénégal, atteint le Niger à Bamako et le descend jusqu'à Koulikoro. En quittant Kayes, la voie ferrée suit la vallée du Sénégal sur sa rive gauche jusqu'à hauteur de Bafoulabé. Elle s'incline ensuite vers l'Est pour aboutir au gué de

Mahina. La ligne suit alors la rive gauche du Bakoy jusqu'à Badumbé et descendant vers le sud elle traverse le Bakoy au gué de Toukoto.

Là, le chemin de fer quitte la vallée du Bakoy pour traverser le haut plateau de Manambougou dont les abords très rudes ont occasionné beaucoup de difficultés. Par les stations de Ligniféry et de Boulouli, la ligne se dirige sur Kati et arrive au delà de Bilo, à la ligne de partage des eaux du Sénégal et du Niger. La voie ferrée s'abaisse un peu pour décrire une petite dent dans la vallée de Karamako et s'élève jusqu'au col de Néré. C'est le point le plus élevé de la ligne. Après avoir franchi ce col par une importante tranchée, elle gagne le Niger par la vallée du Farako en présentant une succession de déclivités et de paliers sur une longueur de 12 kilomètres. De Bamako à Koulikoro, le chemin de fer suit, d'une façon générale, la pente du fleuve sans jamais s'élever beaucoup au-dessus de lui.

Depuis l'ouverture de la ligne à l'exploitation, plusieurs tarifs ont été successivement mis en vigueur : 1893, 1896, 1900. L'arrêté ministériel du 15 avril 1902 a modifié ces tarifs.

Leur fixation a été faite d'après les deux principes fondamentaux suivants :

- 1° tarifs dégressifs avec la distance ;
- 2° prix de transport fixés d'après la valeur des produits.

Les tarifs prescrits par cet arrêté sont encore en vigueur. Nous les résumons dans le tableau suivant.

DÉSIGNATION	PRIX PAR KILOMÈTRE		
	Jusqu'à 150 k. de parcours	En plus de 15 k. à 350 k.	En plus de 350 k.
VOYAGEURS			
	f. c.	f. c.	f. c.
1 ^{re} classe	0.35	0.28	0.20
2 ^{me} »	0.20	0.16	0.12
3 ^{me} »	0.12	0.10	0.08
4 ^{me} »	0.05	0.05	0.05
GRANDE VITESSE (par tonne de 1000 kg.)			
Bagages et messageries.	1.50	1.20	1 »
PETITE VITESSE (par tonne de 1000 kg.)			
Marchandises..	1 ^{re} catégorie	1.20	1 » 0.80
	2 ^{me} »	0.80	0.60 0.40
	3 ^{me} »	0.30	0.20 0.10
ANIMAUX ISOLÉS (1)			
1 ^{re} catégorie			
Bœufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets	0.30	0.25	0.20
2 ^{me} catégorie			
Anes, poulains, génisses, autruches.	0.16	0.12	0.10
3 ^{me} catégorie			
Moutons, brebis, agneaux, porcs, chiens, veaux.	0.06	0.05	0.04
(1) Les animaux transportés par troupeaux jouiront d'une réduction de 5 % sur le tarif ci-dessus, pour chaque animal de la 1 ^{re} catégorie en sus de cinq, et pour chaque animal des 2 ^{me} et 3 ^{me} catégories en sus de 10.			

Ce tarif était destiné à provoquer un mouvement du trafic du terminus sur Kayes. Les voitures utilisées au transport des produits d'importation vers le Niger revenaient presque toujours à vide. Mais le taxes étant encore trop élevées, cette mesure ne provoqua pas le mouvement d'exportation espéré. D'autre part, les commerçants réclamèrent la mise en service de billets d'aller et retour entre les grandes gares de la ligne.

Satisfaction leur fut donnée par l'arrêté ministériel du 28 juillet 1905 qui établit en même temps des tarifs spéciaux très réduits. Ces tarifs ont subi quelques modifications par des arrêtés du Gouverneur Général en date du 20 avril 1907 et du 2 juillet 1908.

Deux trains réguliers circulent par jour et dans chaque sens entre Kayes et Médine. Deux trains réguliers sont mis en marche chaque semaine entre Kayes et Koulikoro : 1° un train express quittant Kayes le jeudi et faisant le trajet en 2 jours. 2° un train mixte quittant Kayes le dimanche et faisant le trajet en 2 jours et demi. Suivant les besoins du service, des trains facultatifs sont mis en marche.

Les recettes de l'exploitation ont été en augmentant d'année en année. Cette progression provient non seulement de l'allongement du parcours, mais de l'augmentation simultanée du nombre de voyageurs et du tonnage des marchandises transportées. Ces recet-

tes qui étaient de 129. 660 fr. 17 en 1893 atteignaient 2.700.000 fr. en 1905.

Dès 1904, la recette kilométrique a dépassé de 1.123 fr. la dépense d'exploitation. En 1905 elle était de 4.800 francs, presque le double de la dépense kilométrique (2.600 fr.). En 1906 elle atteignait 4 214 fr. contre une dépense de 2.787 francs.

On a estimé que la dépense par train kilomètre était égale à 3 fr. 72. En France, la dépense kilométrique varie entre 2 fr. et 2 fr. 50. Aux colonies, où le trafic est moins intense, où les frais d'exploitation et de traction se répartissent sur un nombre de trains kilomètres relativement restreint, la dépense par train kilométrique doit être forcément plus élevée. C'est ainsi qu'en 1902 elle était de 3 fr. 47 sur la ligne de Ouadi-Halfa à Kartoum, et de 4 francs sur celle de Ouadi-Halfa à Dougola.

C'est là un résultat satisfaisant, que faisait d'ailleurs prévoir le précédent du chemin de fer Dakar-St-Louis. La zone d'attraction du rail comprend les cercles riverains de Kayes à Bamako, une partie de la boucle du Niger, à l'ouest du méridien de Bobo-Dioulasso et la région du Sahel. Les cultures (mil, maïs, karité, etc) se sont développées et le commerce a considérablement augmenté.

Pour ne citer qu'un seul produit d'exploitation, alors qu'en 1897 il n'y avait que 15 tonnes de caoutchouc transportées, ce chiffre en 1904 s'élevait à 752

tonnes. Même pendant les premières phases de la construction du chemin de fer, alors que sa longueur comptait moins de 200 kilomètres, son influence économique autant que politique fut excellente. Le chemin de fer du Soudan remplit donc dans la colonie son double but d'instrument de progrès matériel et de civilisation.

Ligne du Baol à Thiès-Kayes. — Cette pénétration du Soudan s'est faite par le Sénégal. Comme nous l'avons vu plus haut, le fleuve a servi de base d'opérations pour la conquête. Il s'ensuit qu'à l'heure actuelle les idées, qui prédominent dans l'administration centrale, sont toujours influencées par le rôle historique de notre vieille colonie, la « colonie-mère » comme on l'a dénommée. Jusqu'à présent le Sénégal prolongé par le Kayes-Bamako a constitué l'unique communication. Mais celle-ci tend à devenir insuffisante, elle a de graves inconvénients pour les marchandises qui s'accomodent mal de certains retards. D'un autre côté devant le développement de Dakar, le Gouverneur général de l'Afrique Occidentale s'est préoccupé, dès 1900, de la construction d'une voie ferrée reliant Dakar au Soudan. Il paraîtrait que l'expansion de la pénétration en Afrique centrale soit subordonnée à la richesse des villes du Bas-Sénégal, à l'essor économique de Saint-Louis et de Dakar. Telle semble être l'idée maîtresse qui fait pousser à la construction du Thiès-Kayes.

En 1900 le colonel Rougier fut chargé des études préalables à l'établissement d'un chemin de fer destiné à relier un point choisi sur la ligne Dakar-St-Louis avec Kayes, tête de ligne du chemin du Soudan. L'étude du tracé fut entreprise en 1903 par cette mission, qui de son voyage, rapporta un avant-projet. L'étude avait été faite en 3 mois (janvier-juin 1903)

La nouvelle ligne du Baol se soude à la ligne de Dakar-St-Louis à la gare de Thiès. Jusqu'à Goundiane le sol arable est constitué par du sable peu riche en matières azotées. En certains endroits on rencontre de petites mares où les eaux s'amassent pendant l'hivernage. La nature du sol est sensiblement la même jusqu'à M'Bambey, au kilomètre 52. Là, les villages sont plus nombreux, la population est plus dense, la végétation est plus fournie. On y trouve des Cadas, des baobabs, des rôniers... (actuellement la ligne est en exploitation jusqu'à Diourbel (kilom. 79). Toute cette région est très peuplée. On y cultive le mil et l'arachide, il y a aussi quelques petits champs de coton.

Dans cette région du Baol jusqu'au village de N'Gahaye (km. 140), les villages sont très nombreux. Les cultures occupent environ les deux tiers du sol. La végétation est assez abondante. D'immenses régions sont couvertes d'arachides qui poussent très bien dans cette terre légère. Les exportations y sont aussi fortes

que dans le Cayor. Le bétail est assez abondant, surtout le bœuf et la chèvre.

Du kilomètre 140 au kilomètre 203, le tracé traverse un plateau d'une altitude moyenne de 40 mètres couvert d'une abondante végétation, (désert de Ferlo), mais le pays est désert par suite de l'absence de puits. Il en est ainsi jusqu'à N'Dioté, premier village du Saloum oriental. En 1903 la marche de la mission avait été très pénible dans cette partie désertique par suite du manque d'eau et de la brousse qui recouvrait le terrain : on devait se frayer un chemin à la hache. La voie traverse ensuite le Saloum oriental en passant par Ouarnéo et Pass. Le pays est constitué par la vallée supérieure du Saloum. En temps ordinaire elle est à sec et n'a d'eau que pendant l'hivernage. Ouarnéo est sur la limite méridionale du Ferlo, vaste région inhabitée en saison sèche, mais parcourue par les Peulhs en hivernage. Ils y font paître leurs troupeaux. La ligne projetée atteint ensuite le Kalou-Kadougou et le Ouli, et dépasse le village de Tamba-Counda drainant ainsi le fertile Bondou.

Enfin, après avoir franchi la Falémé sur un pont de 225 mètres de long, la voie pénètre dans la plaine basse du Kaméra, région humide et inhabitée. Le tracé se soude près d'Ambidédi à celui qui fut étudié en 1895 par le capitaine du génie Calmel, pour prolonger le chemin de fer du Soudan en aval des barrages rocheux qui se dressent aux abords de Kayes. La

ligne des villages se poursuit sans interruption d'Am-bidédi à Kayes. La rive gauche du Sénégal est cultivée partout. La voie aurait dans cette partie à franchir quelques marigots sans importance.

En résumé la voie projetée longue de 682 kilomètres ne présente des bandes de culture qu'à chacune de ses extrémités. Au centre, elle traverse une région désertique, inhabitée, à la végétation rare, sans compter l'impossibilité de se ravitailler en eau dans la région du Ferlo, si l'on veut établir une ligne droite de Thiès à Kayes. Si la ligne doit s'infléchir vers le Sud-Est, ne doit-on pas craindre qu'au voisinage de la Gambie, voyageurs et marchandises n'abandonnent le chemin de fer pour prendre la voie fluviale ? La Gambie est en effet navigable sur la plus grande partie de son cours. Même en saison sèche, des bateaux à tirant d'eau assez forts peuvent remonter jusqu'à Mac-Carthy. D'ailleurs vers le Sud, le pays est malsain pour l'homme et pour les animaux. La maladie du sommeil et d'autres manifestations de la filiarose font beaucoup de victimes chez les noirs. De même les chevaux et les bœufs qui mangent du « mbalambal », graminée de 2 mètres de haut, meurent d'anémie en 4 ou 5 jours. Une mission médicale anglaise a étudié dernièrement ces diverses affections parasitaires.

D'ici longtemps le pays ne semble pas devoir produire les effets merveilleux, que la métropole attend du chemin de fer. Certes, l'exploitation des cent pre-

miers kilomètres, dans un pays fertile en arachides, donnera de bonnes recettes, enchantera les inspireurs du projet, mais après ces cent kilomètres que retirera-t-on du sol tant que le Thiès-Kayes n'aura pas rejoint son point terminus ?

N'est-ce pas s'exposer à coup sûr à une coûteuse désillusion ? Telle paraît aussi avoir été la pensée de la Commission des finances du Sénat. M. le sénateur Cicéron, a fait en son nom des réserves sur la portée de l'emprunt voté par le Sénat dans sa séance du 11 février 1910. Nous ne pouvons mieux faire que de transcrire ici les réflexions de cette commission.

« Le projet de loi appelle seulement une réflexion qui s'adresse au caractère du vote à émettre par le Sénat. Ce vote portera sur le principe de la construction de 200 nouveaux kilomètres à ajouter à la section établie, et sur l'ouverture du crédit correspondant. Il n'y aurait pas lieu, croyons-nous, de lui donner un sens plus large. En particulier, il ne conviendrait pas de le considérer comme une adhésion définitive à la jonction complète par voie ferrée entre Thiès et Ambidédi autrement dit entre Dakar et le chemin de fer du Soudan.

« Sans contester, en effet, d'aucune façon, l'intérêt très sérieux que présenterait cette jonction au point de vue politique, en assurant des communications rapides entre Dakar, capitale de l'Afrique Occidentale Française, et les régions du Soudan et de la boucle

du Niger, il ne paraît pas démontré à priori qu'elle soit également justifiée au point de vue économique.

« Il ne faut pas perdre de vue que d'autres voies ferrées se construisent actuellement en Afrique Occidentale et donnent aussi un débouché aux produits du bassin du Niger. Notamment le chemin de fer de la Guinée, qui a son origine à Conakry, aboutira au Niger à Kouroussa, après un parcours de 588 kilomètres seulement. Le bief navigable du Niger, entre Kouroussa et Bamako, point où le chemin de fer du Soudan touche le Niger, ayant une longueur d'environ 400 kilomètres, on voit que la région de Bamako sera reliée à la mer par une voie, en partie fluviale, en partie ferrée, dont la longueur atteindra à peine 1000 kilomètres. Or la distance par chemin de fer de Bamako à Dakar, si l'on achève le Thiès-Kayes, sera d'environ 1.300 kilomètres. Il y aurait, bien, sur la première voie, l'inconvénient des transbordements ; la navigation sur le Niger peut aussi présenter des aléas. Mais d'autre part les prix de transports par voie d'eau sont bien inférieurs à ceux des transports par voie ferrée (1). On peut donc réellement se demander si dans ces conditions, la région de Bamako ne deviendra pas plus tôt tributaire de Conakry que de Dakar.

« En admettant même qu'elle reste tributaire de

(1) Note de l'auteur. — Ce n'est pas certain sur le Niger, même supérieur, si l'on ne peut utiliser que des chalands remorqués.

Dakar, quelle sera la répartition du trafic du Soudan arrivant à Ambidédi, entre la voie ferrée d'Ambidédi à Dakar par Guinguinéo et Thiès, et la voie fluviale d'Ambidédi à St-Louis par le fleuve Sénégal ? Cette dernière est intermittente, mais pendant la crue, elle peut assurer les transports, spécialement les transports pondéreux dans des conditions d'économie que le chemin de fer ne peut réaliser (1). D'ailleurs certaines marchandises attendraient sans grand inconvénient à Ambidédi la période de crue du fleuve.

Le Thiès-Kayes achevé ne recevra certainement qu'une partie du trafic du Soudan destiné à Dakar. Quelle sera en fin de compte, l'importance de son trafic de transit ?

« En ce qui concerne le trafic local, on sait que les 300 derniers kilomètres du Thiès-Ambidédi traverseraient une région beaucoup moins fertile que la première partie. Les frais de transport à la côte augmenteraient d'ailleurs notablement en raison de la distance. Le produit que pourrait donner ces 300 kilomètres apparaît donc comme incertain.

En conséquence ne serait-il pas désirable de délaissér momentanément du moins, la construction du Thiès-Kayes et de s'occuper du développement des autres voies ferrées qui rejoignent le centre africain au littoral ?

(1) Note de l'auteur. — Tout cela serait vrai si les hautes eaux venaient peu de temps après les récoltes. Ce qui n'est pas vrai.

Le chemin de fer de la Côte d'Ivoire, traversant une contrée excessivement riche, appelée au plus grand avenir sera non seulement un instrument de richesse, mais aussi le meilleur élément pacificateur des tribus guerrières de cette colonie. Il devrait être poussé très rapidement jusqu'à Sikasso ou Bobodioulasso. Il ne faut pas oublier que tout kilomètre de voie ferrée créée dans ces pays est immédiatement un kilomètre d'exploitation.

Le Thiès-Kayes, au contraire, traversant un grand désert dépourvu d'eau, ne sera d'aucune utilité, tant qu'il n'aura pas rejoint son point terminus.

Enfin, sa construction a l'inconvénient fâcheux de retarder ou d'arrêter celle des lignes dont l'utilité est plus grande. On a objecté que les chemins de fer côtiers ne faisaient pas leurs frais. — Où faut-il en chercher la cause, sinon dans l'absence d'organisation et dans l'insécurité du pays ! Il suffirait de continuer la construction de la voie pour que la mise en valeur se développât. Du jour, en effet, où les indigènes n'auront plus le travail du chemin de fer pour se procurer des ressources, ils seront amenés à s'en créer d'une autre façon : ce sera par l'exploitation du sol.

Un des résultats néfastes de la suppression de l'autonomie à l'avantage du Sénégal et au détriment des autres colonies du groupe s'est produit au Dahomey. Cette colonie avait construit, grâce à ses ressources

propres, une voie ferrée qui devait rejoindre le Niger à Say. Cette ligne s'arrête provisoirement à Savé faute d'argent. Depuis sa réunion au groupe de l'Afrique Occidentale, le Dahomey verse le produit de ses douanes au Gouvernement Général, et les ressources de la colonie étant amoindries, la construction du chemin de fer a été arrêtée ; il ne semble pas qu'on ait l'intention de la reprendre. Si le chemin de fer du Dahomey était poussé jusqu'à Say, le ravitaillement du Tchad et l'exploitation du territoire militaire seraient faits par cette voie, alors qu'aujourd'hui les exportations prennent la route du Sénégal. A l'heure actuelle, la plus grosse partie du commerce d'importation dans ces régions profite aux colonies étrangères du Golfe de Guinée. La production française n'entre que pour une bien faible valeur dans les achats des indigènes. Dans la région du Tchad, par exemple, tout le commerce est anglais. Nous nous bornons à protéger les populations contre les Touaregs pillards, et nous remplissons le rôle de gendarmes au profit du commerce britannique. Les droits d'oussourou atteignent surtout un trafic anglais et allemand, quant au commerce français, il est insignifiant. D'autre part, nous savons qu'il ne faut pas compter sur le Niger comme voie de pénétration économique et commerciale. Les biefs isolés ne sont que des chemins de grande communication, et encore, d'usage intermittent. Par ses brusques rapides, ses défilés étroits, son cours

inférieur ne permettra probablement jamais la navigation commerciale.

Ce qui s'impose donc au premier chef, c'est la continuation de nos voies ferrées en Guinée, à la Côte d'Ivoire et au Dahomey, quoique puissent bien en penser les Sénégalais de St Louis. Ce sera l'unique façon d'assurer la colonisation dans les immenses territoires de la boucle du Niger, dont les terres sont aussi aptes que celles du Sénégal à produire l'arachide, et bientôt, espérons-le nous verrons nos filatures françaises approvisionnées par le coton du Soudan.

Il ne faut pas oublier non plus que la « Boucle » est un grand centre d'élevage et que la voie ferrée pourrait servir au transport de ses nombreux troupeaux. Cela assurerait de beaux bénéfices aux colons hardis qui voudraient ravitailler les colonies du littoral guinéen, où l'élevage est impossible par suite de l'apparition de la tsé-tsé à partir du 10° degré de latitude nord. C'est ainsi qu'en traversant une des Volta, un ardennais établi à Ouagadougou a perdu la presque totalité de son bétail.

A tout prix, dans l'intérêt du pays, il faut cesser cette tendance à la centralisation ; cette main mise du Sénégal sur les autres colonies ne peut avoir que des résultats néfastes. Il faut laisser se développer les voies ferrées qui aboutissent directement au cœur du Soudan. Plus tard l'heure sonnera de les reljer.

entre elles par des transversales, et le chemin de fer de Dakar à Say, par Bamako, sortira du rêve pour entrer dans sa pleine réalisation.

Au point de vue financier le chemin de fer du Baol a déjà exigé un effort considérable. Une loi du 5 juillet 1903 avait autorisé le Gouvernement général de l'Afrique Occidentale à contracter un emprunt de 65 millions, dont 5 millions 500 000 francs devaient servir à des études pour relier Kayes au Dakar-St-Louis et à l'aménagement des fleuves Sénégal et Niger. Dès 1906, il devint nécessaire, pour ne pas retarder le développement économique de nos colonies, de prévoir la réalisation d'un nouvel emprunt qui devait « permettre l'achèvement ou la continuation de certains travaux prévus au premier emprunt, et donner toutes facilités pour en entreprendre d'autres devenus urgents, par suite de la pénétration toujours plus profonde du pays et des besoins sans cesse croissants que crée le mouvement commercial d'année en année plus prospère ». C'est pourquoi, lorsqu'il y eut un nouveau projet d'emprunt, au conseil du gouvernement général, M. W. Ponty, alors Lieutenant-Gouverneur du Haut-Sénégal et Niger insista vivement pour l'inscription d'un crédit destiné à commencer les travaux. On prévint une somme de 10 millions pour le tronçon Thiès-N'Gahaye et 3.500.000 fr. pour le tronçon Kayes-Ambidédi. L'emprunt a été porté à 100 millions, et l'émission autorisée, par la loi du 22 jan-

vier 1907. Dès juin 1909, la section Kayes-Ambidédi fut livrée à l'exploitation. Thiès-Diourbel fonctionna au 1^{er} décembre 1908. Actuellement le rail approche de N' Guinguinéo (kilom. 136). Pour continuer les travaux à 200 kilomètres plus loin que N' Guinguinéo le gouverneur général Ponty a demandé l'autorisation de contracter un nouvel emprunt de 14 millions. Cet emprunt chargera le budget de l'Afrique Occidentale d'une annuité nouvelle de 619.859 francs à ajouter à celle de 7.213.445 francs qui représentera l'annuité d'amortissement totale de l'Afrique Occidentale, quand la dernière tranche de l'emprunt de 100 millions du 22 janvier 1907 aura été réalisée.

Le gouvernement général, tout engageant l'emprunt nouveau sur les ressources générales de son budget, compte en assurer le service au moyen d'une ressource nouvelle qui tend à devenir considérable, les excédents de recettes de l'exploitation de ses divers chemins de fer et plus spécialement du Kayes-Niger. Cette ressource nouvelle est estimée pour 1909 à plus de 811.000 fr. Sur le rapport de M. Carpot, la Chambre a voté la loi autorisant l'emprunt, et le Sénat l'a ratifiée par son vote du 11 février 1910.

On présume que dans un délai de 2 ans, les 14 millions auront servi à l'exécution de 200 kilomètres. Ajoutons que M. le Gouverneur Général W. Ponty a promis aux habitants de Kaolack de les relier par un

embranchement à la gare de Guinguinéo, dès que la ligne sera terminée.

Il a été question, en ces dernières années, d'infléchir la ligne de Thiès vers Talary et Bafoulabé, ce qui aurait diminué de 70 kilomètres la distance de Dakar au Niger. Ce projet a été abandonné, et à l'heure actuelle la section Ambidédi-Kayes est en exploitation.

TRANSSAHARIEN.

On s'est demandé aussi, s'il ne serait pas opportun d'établir des communications actives et régulières entre la Méditerranée et le Soudan. En 1903-04, la mission Normand a poussé le télégraphe jusqu'à Taghit, en amont d'Igli. Comme il se présente des difficultés de transport du matériel on a proposé de traverser le Sahara par des appareils de télégraphie sans fil. Il semble pour l'instant que la télégraphie sans fil ne puisse se passer de relais coûteux, d'un appareil délicat. Dès lors ne vaudrait-il pas mieux une ligne aérienne entre le Touat et Tombouctou ?

Quant au chemin de fer transsaharien, son intérêt économique nous paraît très discutable ; la pauvreté du pays traversé suffit à décourager à l'avance toute entreprise de transports. Sans doute il y a quelques gisements de sel du côté de Tombouctou, peut-être le Sahara recèle-t-il des mines ? Ce sont là des richesses hypothétiques qu'une prospection même sommaire n'a

pas encore confirmées. Malgré l'opinion d'économistes éminents, comme M. Leroy-Beaulieu, qui demandent deux transsahariens, allant l'un, des oasis du Touat à Tombouctou, l'autre du sud-Constantinois à Zinder et au Tchad, nous estimons que le trafic transsaharien serait insuffisant, que les dépenses d'exploitation seraient plus élevées que les recettes. Bref, la politique saharienne semble devoir être condamnée. Dernièrement à la Chambre, M. Messimy déplorait qu'on s'obstinât à dépenser des sommes énormes pour notre empire saharien « pays de soif, de désolation et de mort » (on en disait autant du Haut Sénégal il y a 25 ans). L'orateur s'est demandé pourquoi nous avons conquis le Touat qui nous coûte 3 millions chaque année ? C'est qu'avant d'être conquis, il nous en coûtait autant par la nécessité de l'occupation d'El Goléa et des forts.

Enfin M. Messimy a condamné la politique saharienne parce qu'elle a coûté 300 millions dans les dix dernières années. C'est, à n'en pas douter, un chiffre de fantaisie ; mais le vrai chiffre est 10 fois plus élevé qu'il n'aurait dû être, si l'on avait opéré sans fracas, avec des effectifs proportionnés au but.

Au point de vue politique c'est-à-dire de l'unification de l'Afrique Française, la thèse de M. Leroy-Beaulieu est inattaquable. Au point de vue économique, comme il n'est pas facile de discuter des arguments

en détail, on trouve plus commode de les rejeter en bloc.

§ 4. — COMMUNICATIONS POSTALES ET TÉLÉGRAPHIQUES

Le réseau des lignes télégraphiques terrestres dans l'Afrique occidentale française est très complet, chaque poste d'une importance quelconque, dans toute l'étendue de ces vastes territoires, étant en communication télégraphique avec des postes centraux et avec l'Europe. A la tête du service des Postes et Télégraphes est un directeur, chef de service. Il existe dans les principaux centres du Haut-Sénégal et Niger un bureau de postes et télégraphes ouvert à la correspondance postale et télégraphique officielle et privée, et à l'émission des mandats-postes intercoloniaux. Ces centres sont : Bafoulabé, Bamako, Bandiagara, Banfora, Bobo-Dioulasso, Bougouni, Boulal, Boundoubadi, Diapaga, Diébougou, Diefoula, Djibo, Dori, Fada N'Gourma, Foulanguédou, Gaoua, Goumbou, Goundam, Kati, Kayes, Kita, Konkobiri, Koulikoro, Koury, Médine, Mopti, Niafouké, Niamey, Nioro, Ouagadougou, Ouo, San, Say, Ségou, Sikasso, Sokolo, Téra, Tombouctou, Toukoto, Yako.

Les télégrammes, à destination de nos différentes colonies de l'A.O.F., peuvent être expédiés par l'emploi combiné des voies postales et télégraphiques ou par voie directe Brest-Dakar. Ces télégrammes, let-

tres sont dirigés sur Marseille ou Bordeaux. En ces ports, ils sont remis à l'agent postal embarqué sur le paquebot. Ces télégrammes, sont alors, suivant le désir de l'expéditeur, traités comme lettres ordinaires ou recommandées. De Dakar, s'il s'agit du Sénégal et du Haut-Sénégal et Niger, ces télégrammes sont transmis électriquement au lieu de destination, pourvu que celui-ci possède un bureau de télégraphe. D'après un règlement récent le prix d'un télégramme dans toute l'Afrique Occidentale française a été réduit à 0,10 par mot, le coût minimum d'un télégramme étant de 1 franc.

Certains bureaux procèdent à la réception des colis postaux pour l'intérieur et l'extérieur de la colonie. Ce sont :

Pour les colis postaux simples, de 0 à 10 kilogrammes : Bafoulabé, Bamako, Bandiagara, Banfora, Bolo-Dioulasso, Bougouni, Dori, Fada-N'Gourma, Caona, Goumbou, Goundam. Kati, Kayes, Kita, Koulikoro, Koury, Médine, Mopti Niafouké, Niamey, Nioro, Ouagadougou, San, Say, Ségou, Sikasso, Sokolo, Tombouctou, Toukoto.

La taxe intérieure de transports des colis de 5 kilos est de 4 francs pour Kayes, 6 francs pour Bafoulabé, Bamako, Kati, Kita, Koulikoro, Médine, Toukoto, 8 francs pour les autres localités. La taxe est doublée pour les colis de 10 kilos.

Certains bureaux : Kayes, Kita, Kati, Bamako,

Bamako-Koulouba, Koulikoro, etc. sont en outre ouverts au service des mandats télégraphiques entre eux d'une part et avec les bureaux similaires des colonies de l'Afrique Occidentale d'autre part.

Enfin quelques bureaux : Kati, Kita, Ségou, Koulikoro, etc, où il n'existe pas d'agent du trésor, sont ouverts au service des mandats postes métropolitains sous le contrôle du trésorier-payeur chargé de l'ensemble de ce service dans la Colonie.

Trois réseaux téléphoniques sont ouverts au public :

Kayes-Médine ;

Bamako, Kati, Koulikoro, Koulouba ;

Tombouctou, Kabara.

Depuis le 1^{er} septembre 1908, 29 bureaux sont ouverts au service des recouvrements des effets de commerce avec la Métropole, l'Algérie et les autres colonies françaises. Depuis la même date, fonctionne également le service des colis postaux contre remboursement entre les bureaux de l'Afrique Occidentale française d'une part et la France, l'Algérie et les colonies françaises d'autre part.

La longueur du réseau télégraphique est de 6.345 kilomètres. On construit actuellement une nouvelle ligne télégraphique d'une grande étendue : Tombouctou, Niamey, Zinder.

Les services postaux entre la France et le Haut-Sénégal et Niger sont assurés par des lignes postales subventionnées. Tous les seconds vendredis, un paque-

bot de la C^{ie} des Messageries Maritimes quitte Bordeaux à destination du Sénégal et du Haut-Sénégal et Niger. Le 25 de chaque mois la compagnie des chargeurs réunis assure également un départ de Bordeaux. La compagnie Fraissinet fait le service de Marseille au 12 de chaque mois. Ces voyages subventionnés sont astreints à une régularité qui, en maintes escales, ne défère pas aux exigences du commerce. D'autre part leurs prix sont très élevés. Aussi arrive-t-il que les Compagnies étrangères sont plus favorisées par les chargeurs coloniaux que nos sociétés françaises. La Woermann-Linie par exemple a un départ mensuel, viâ Boulogne-sur-Mer, pour le Sénégal et Haut-Sénégal Niger. Liverpool reçoit également en droiture des produits coloniaux français qui devraient normalement arriver dans nos ports.

En dehors de ces lignes régulières, d'autres compagnies de navigation envoient des paquebots en Afrique Occidentale. Au moment de la traite des arachides, au Sénégal, et à l'époque des hautes eaux du fleuve, au Soudan, plusieurs sociétés de Bordeaux expédient des navires au Sénégal. La C^{ie} des transports maritimes de Marseille touche au Sénégal et la C^{ie} Cyprien Fabre envoie ses bateaux sur toute la côte.

Par le tableau suivant on pourra se rendre compte du mouvement de la navigation sur la côte occidentale d'Afrique, entrées et sorties étant réunies.

COLONIE	ANNÉES	NOMBRE DE NAVIRES			TONNAGE DES MARCHANDISES DÉBARQUÉES ET EMBARQUÉES			VALEUR DES MARCHANDISES		
		Français	Etrangers	Total	Français	Etrangers	Total	Françaises	Etrangères	Total
Sénégal	1903	536	447	983	454.076	159.330	313.406	48.243.383	92.780.915	141.024.298
»	1904	4.064	840	4.904	455.738	233.737	389.475	56.997.279	36.284.890	93.282.169
»	1905	489	524	1.013	466.414	163.266	329.680	61.517.908	23.776.471	85.294.439
»	1906	581	524	1.105	484.867	196.375	381.232	69.529.471	32.639.503	102.168.974

CHAPITRE VI

LES RÉSULTATS OBTENUS

Le Haut-Sénégal et Niger, dont la mise en valeur commence à peine, est certainement une des parties du domaine africain qui nous réservent les plus agréables surprises. Dans ces dernières années seulement, nos commerçants se sont établis dans la vallée du Niger et espérons que bientôt ils s'installeront dans les pays de la Boucle. Pour se rendre compte du développement de ce pays et des ressources qu'il contient, il faut l'examiner au triple point de vue de l'agriculture de l'industrie et du commerce.

§ 1. L'AGRICULTURE ET L'ELEVAGE

Agriculture.— Dès maintenant, les productions agricoles du Haut-Sénégal et Niger apparaissent comme très variées et l'agriculture jouera un grand rôle dans le développement économique de la colonie. Ces produits peuvent être classés en 3 catégories : les produits agricoles proprement dits, les produits forestiers et l'élevage.

A. — *Produits agricoles.* Les produits de culture vivrière couvrent une superficie de 2.400 000 hectares. Les terrains sont surtout cultivés aux environs des petites villes. Au nombre des principaux produits figurent :

1° *Le riz* qui fait l'objet d'un trafic local assez considérable le long du Niger. Il est surtout cultivé dans les pays d'inondation du Niger moyen. Dans plusieurs districts, on en trouve aussi une variété de montagne. Les rives du fleuve sont des alluvions fertiles où l'on peut obtenir sans engrais, presque sans façons, d'abondantes moissons de riz. On peut fonder de grandes espérances sur la culture des grains, *mil*, *foin*, *maïs*, *blé dur* dans le voisinage de Tomboucton, et *sorgho* qui est la base de l'alimentation dans le Haut-Sénégal et Niger. La production de la farine serait d'un secours très utile pour l'indigène et surtout pour l'Européen. L'importation coûteuse des farines serait par là même supprimée.

2° Les *arachides* donnent lieu à un gros commerce d'exportation (25.000.000 fr. en 1906), depuis l'achèvement du Kayes-au-Niger. Cette culture s'est d'abord répandue le long de la voie ferrée entre Kita et Toukoto. En 1906 le chemin de fer du Soudan avait amené à Kayes 1.802 tonnes d'arachides pour être exportées aux hautes eaux. Mais cette quantité de graines fut en partie détruite par une inondation du

Sénégal. La récolte de 1907 a, paraît-il, atteint 5.000 tonnes. Ce chiffre ne peut que s'accroître d'année en année

L'Administration du chemin de fer a établi des huileries à Kayes et à Bamako. Dans tous le pays les feuilles d'arachides desséchées servent de fourrage pour les chevaux. L'arachide sert encore à la fabrication du savon indigène, à défaut de karité.

3° *Le tabac* est répandu dans tout le Soudan, sur les rives du Niger de Bamako à Tombouctou. Ce tabac a sur place parmi les indigènes une grande réputation et est exporté dans les autres districts. Le tabac français et les variétés de la Havane ont donné d'excellents résultats dans les jardins d'essai.

4° *Le coton* semble devoir jouer un rôle de premier ordre au Soudan, d'ici quelques années. Deux régions s'adonnent actuellement à la culture du coton la région de Kayes, et celle du Niger-Bani (Bamako-Djenné). Dans la région de Kayes il faut citer les essais du commandant Bernardy à la mode indigène, sans irrigations, avec des espèces américaines et égyptiennes. Seul le coton américain donna de bons résultats. En 1906 un négociant de Kayes a importé en France 7.000 kilos de coton non égrené. L'année 1907 paraît avoir été encore meilleure : les indigènes demandent eux-mêmes des distributions de graines. L'Association cotonnière, en raison, de cette extension,

a installé une station complète d'égrenage et de pressage qui fonctionne à Kayes.

Mais c'est surtout vers la vallée du Niger que doit se porter l'attention des planteurs. C'est là que sera vraiment l'avenir du coton ; le développement peut en être illimité grâce à la quantité des terres irrigables. Dès 1903 l'Association cotonnière et l'administration ont dirigé leurs efforts vers l'amélioration du coton indigène.

Sur 206 villages qui semèrent un ensemble de 1.335 kilos de graines la première année, les régions de Ségou et de Djenné donnèrent seules un rendement suffisant. Tandis que l'Association cotonnière établissait des égreneuses et des presses, l'administration abaissait à 0,05 la tonne kilométrique le prix de transport des cotons exportés par le chemin de fer de Kayes au Niger. De 'la sorte, du Niger au Havre, le prix d'une tonne de coton revenait à 100 ou 120 fr.

Les résultat des semailles de 1903 furent très faibles: 375 kilos de coton égrené. En 1904 MM. Jacquey et Bernard, envoyés à Ségou par l'Association, dirigèrent les cultures. La saison se présentait bonne lorsque au commencement de 1905 la sécheresse vint détruire en partie la récolte, qui s'éleva cependant à 3.985 kilos de coton égrené. Une troisième campagne entreprise au commencement de 1906 donna de bons résultats. On expédia en France 13.254 kilos de coton égrené. En 1907 la récolte dépassa 37.000 kilos.

Il est permis d'espérer que dans l'avenir, avec de meilleures méthodes de culture, un meilleur aménagement des terres, les planteurs de coton auront moins de mécomptes que dans ces premières années d'essai. Une des questions délicates est celle du choix des graines. Il paraît que deux espèces, Mississipi et Excelcior, sont spécialement qualifiées pour être cultivées dans le pays. D'autre part certaines plantes sont cultivées comme plantes bisannuelles. Elles se montrent plus vigoureuses que celles de première année. On a aussi pris des précautions contre la sécheresse et le « trenching » qui sont les ennemis du coton. En mettant les plantes à l'abri, non seulement elles sont préservées contre la sécheresse, mais encore elles sont plus belles et plus fortes. On croit avoir également résolu la question d'une dégénération possible de la semence américaine.

5° Parmi les produits de la culture, il faut enfin mentionner le fonio, le sésame, l'igname, le manioc, etc.

B. — Produits forestiers. 1° *Le Karité*, connu aussi sous le nom d'arbre à beurre, existe en abondance dans tout le Soudan. Sa noix donne un beurre très appréciable dont l'exploitation semble appelée à un grand avenir. Les indigènes l'emploient pour faire leur cuisine. Malheureusement ce beurre n'est pas toujours bien préparé, et par suite, son exportation en Europe en a

souffert. Du reste le karité sous forme de beurre ne peut pas se conserver longtemps et supporte mal le transport, sans compter que son prix est relativement élevé : 0,60 le kilo sur place, 800 fr. la tonne en Europe. Le meilleur mode de transport serait d'exporter les noix décortiquées. Elles pourraient alors être revendues 3 ou 400 francs le tonne à Liverpool ou à Hambourg. Ce résultat, sera paraît-il, difficile à obtenir parce que les amandes de karité, tombées à terre pendant les pluies, fermentent et deviennent inutilisables.

A un autre point de vue par contre, le karité pourra rendre service. Son latex ne serait autre que de la gutta-percha et on pourrait l'utiliser comme telle en améliorant les procédés de préparation.

2° La gomme est le produit le plus anciennement récolté dans le pays. Du temps de Faidherbe on l'apportait aux escales du Haut-Fleuve. L'Adrar, le Kaarta, les steppes des environs de Tombouctou sont riches en gommiers que les Maures incisent sans se soucier d'en tirer un revenu méthodique. Des caravanes viennent le long du fleuve échanger la gomme contre des grains ou des tissus. La valeur de ce produit a diminué considérablement du jour où la dextrine a été employée au lieu de gomme pour le lustrage des étoffes. Dans les dernières années la gomme du Sénégal a été exposée à des concurrences redoutables, notamment du Soudan Egyptien.

Son cours qui dépassait autrefois 1 fr. 25 le kg.

est tombé à 0 fr. 45 pour la gomme dure, tandis que la gomme friable a perdu toute valeur commerciale.

Cependant le commerce de la gomme a repris dans le Sahel, et ceci s'explique par l'arrivée du chemin de fer dans la vallée du Niger : Les Maures ne pouvant plus introduire dans la colonie du sel gemme en barre ont dû chercher un autre cours à leur activité. Il ne faut donc pas désespérer revoir les anciens prix, surtout si on ne livre que des produits de choix.

3° De toutes ces plantes, c'est peut-être le *caoutchouc* qui, depuis 10 ans, contribue le plus au développement de la colonie. Depuis quelques années, le caoutchouc a pris un essor formidable en Afrique Occidentale Française, la production de l'Amérique du Sud étant devenue insuffisante pour satisfaire à la consommation européenne. Pour combler ce déficit, on a sollicité les régions intertropicales qui sont riches en latex-caoutchoutifères. L'arbre à caoutchouc du Soudan est connu sous le nom de Gohine. On le trouve en abondance dans les cercles de San, de Bobo-dioulasso, de Bougouni et de Koutiala. On saigne l'arbre 2 fois l'an et on recueille le jus dans desalebasses. On obtient la coagulation au moyen de certaines plantes connues sous le nom de « da ».

On estime qu'au moins 1000 tonnes de caoutchouc passent annuellement à Bamako, au taux de 7 francs le kilo depuis 1907. L'engouement produit par cette

culture a amené plusieurs crises dans la colonie. Une des principales causes fut aussi due à la fraude. Afin de régulariser la production du Soudan, des écoles ont été ouvertes.

On y apprend aux indigènes les procédés de cueillette et de coagulation du latex, on empêche l'adultération des lianes et on crée des pépinières autour des villages. Si depuis quelque temps une certaine crise s'est produite, les établissements commerciaux n'en subsistent pas moins. La crise n'aura d'ailleurs été que passagère, les cours ont sensiblement remonté.

4° Comme richesse forestière signalons enfin, des bois de construction et d'ébénisterie : Le *lingué* est un bois jaune très dur de grande valeur, le *cailcedra* ou acajou du Soudan, est un bois rouge très dur, et fort estimé en Europe. On pourra installer des scieries, ce qui permettra une exploitation sérieuse. Enfin on trouve en abondance le fromager, le baobab, le gossi (santal rouge d'Afrique) et le kani (poivrier de Guinée).

Elevage. — L'élevage est une exploitation qu'il est nécessaire de pratiquer dans les différents districts de la colonie, elle est même la seule industrie possible d'ici longtemps dans les régions voisines du Sahara et les régions sèches de la boucle.

Parmi les animaux à élever, le *mouton* est particulièrement intéressant à cause de sa laine. Dans le cercle de Macina on a trouvé une race à laine, du type

mérinos, de beaucoup supérieure aux moutons de la côte Ouest au point de vue de la qualité de la viande et de la laine. Dans le nord-est de la bouche du Niger, il y a plus de 2.000 000 de moutons, qui sont tondus deux fois par an. Chaque mouton donne environ 1 kilo 1/2 de laine. Il y aurait là une entreprise intéressante pour des européens, l'exportation de la laine pourrait rapporter beaucoup d'argent.

Les *chevaux* sont également en abondance dans plusieurs parties du Soudan, près de Ségou, Dori et Mossi. La race chevaline comprend trois espèces différentes : le cheval de Ségou, qui est de taille moyenne et solide ; le cheval maure, petit, mais de grande vitesse, et le grand cheval du Macina qui est pauvre de muscles. On espère obtenir de bons résultats à l'aide de croisements. Dans ce but un service de haras a été créé à Koulikoro.

Parmi les animaux de bât, il faut citer les *ânes* et les *dromadaires*, ou chameaux d'Afrique à une bosse, qui rendent de grands services aux trafiquants indigènes. Les *bœufs* sont aussi en grande abondance : partout on peut se procurer du bon lait et du beurre. Les bœufs sont à bosse et sans bosse. On a essayé de faire des croisements avec des races françaises, ils n'ont pas réussi par suite de maladies infectieuses qui ont frappé les bœufs importés.

Pour compléter cette revue des richesses agricoles du Haut-Sénégal et Niger il nous reste à citer :

L'ivoire du Soudan qui est uniquement fourni par les défenses d'éléphants. En 1904 l'exportation était de 22 tonnes, elle n'était que de 10 tonnes en 1900. Sur le marché d'Anvers le kilogramme varie entre 17 et 20 francs. L'extinction de l'éléphant se poursuivant sans relâche, il est à craindre que l'exportation de l'ivoire ne diminue énormément dans l'avenir.

Il en sera de même pour les *plumages d'oiseaux*. On chasse l'aigrette en quantité sur les bords du Niger. Chaque année l'exportation des plumes de cet oiseau représente une valeur moyenne de 100.000 francs. On a dû, pour éviter la destruction, limiter la chasse à certains mois de l'année. A l'Est de Tombouctou, on rencontre des autruches, dont quelques unes sont apprivoisées. L'élevage de l'autruche est une industrie profitable ; chaque oiseau rapporte jusqu'à 170 francs par an de plumes. Elle a donné au Cap des résultats tels, que des essais doivent être tentés et encouragés.

§ 2. — L'INDUSTRIE

Industrie Européenne. — A part les entreprises de l'administration, il n'y a pas d'importantes industries privées européennes au Soudan. Il n'apparaît pas d'ailleurs qu'il en soit autrement d'ici de longues années, les progrès étant limités aux besoins locaux

immédiats du pays. Encore faut-il faire une exception pour les mines et pour la préparation de produits agricoles (huileries, décorticage du riz, égrenage du coton).

L'exploitation des gisements aurifères du Bambouck constitue la principale ressource de cette région. Bien avant l'occupation française, les noirs portaient des bijoux en or auxquels ils attachaient un grand prix. Cet or se présente sous différentes formes : alluvions, gisements. Quinze compagnies environ étudient la recherche de l'or. La Falémé, le Tinkisso et le Bambouck sont particulièrement étudiés. Les quantités achetées par les commerçants des villes pour être transformées en bijoux sont très importantes. La Colonie exporte annuellement 5 à 600.000 francs d'or.

Il est douteux que ces gisements soient très riches, ils suffisent à l'exploitation indigène par des procédés sommaires ; on a imaginé de nouveaux procédés qui permettent de traiter avec profit des alluvions très pauvres. Ces procédés ont sauvé l'industrie de l'or dans l'Afrique du Sud.

Jusqu'ici d'ailleurs, l'exploitation des mines du Bambouck n'a pas été tentée par des méthodes normales. A combien faut-il estimer la production de l'or de tout le Bambouck ?

On ne saurait répondre à cette question que très approximativement. Pendant 4 mois de l'année, on

peut dire qu'il y a environ 20.000 ouvriers indigènes. Ceux-ci travaillent une centaine de journées dans la saison. D'autre part on peut admettre que le rendement moyen de la journée de travail varie de 1 fr. à 1 fr.50 par indigène. Dans ces conditions la production totale ne serait pas inférieure à 2 millions. Les différents centres aurifères sont à Kéniéba, Farabana, Atella, Soudoudiala, où on trouve des alluvions d'or à la surface du sol. Il y a aussi des couches recouvertes par des alluvions plus ou moins anciennes dont l'exploitation nécessite le forage de puits jusqu'à une profondeur de 4 à 5 mètres en moyenne.

Dans le Bouré, il y a des filons de quartz aurifère, sans compter les alluvions. Enfin on a relevé des gisements dans le lit de la Falémé depuis Satadougou jusqu'à Sénoudébou. Ces mines sont exploitées par des européens et des indigènes. L'exportation se fait sous forme d'anneaux de 5 à 150 grammes.

L'industrie européenne trouve encore place dans les besoins de l'exploitation du chemin de fer. Une huilerie a été installée à Toukoto, qui produit annuellement 80 tonnes d'huile d'arachides. On a également créé des fours à chaux, des briqueteries, des usines à glace et une fabrique d'eau gazeuse à Kayes. L'industrie augmentera peut-être du jour où on aura pu utiliser la « houille blanche ».

Cette question est d'autant plus importante que le charbon manque dans la colonie. Près de Médine les

chutes de Félou, près de Bamako les chutes de Sotuba seraient de puissantes forces motrices, mais avant d'accorder les concessions il faut utiliser ces barrages pour régler le débit de l'eau.

Industrie indigène. — En dehors de ces embryons d'industrie européenne, il y en a une autre, assez faible elle aussi, et qui est pratiquée par les indigènes. La branche la plus importante est celle des cotonnades, du tissage. Les indigènes attachent un grand prix à leurs étoffes qu'ils font par bandes étroites de 0 m, 20 et qu'ils cousent ensemble. Ces bandes juxtaposées, et de longueur indéterminée, forment des pagnes. Avec la laine de mouton, les indigènes confectionnent des « Kasas » (couvertures) de couleur blanche ou bleue et qui se vendent environ 20 francs pièce. D'ordinaire les cotonnades sont vendues à raison de 10 francs les 15 mètres (30 coudées exactement). Ségou est la ville industrielle par excellence.

Les cuirs et les peaux donnent lieu à des transactions de plus en plus appréciables, ou sont utilisés par les cordonniers qui confectionnent des chaussures variées, simples ou ornées de broderies de soie. Les étuis de couteaux, fourreaux de sabres, couvertures de coran, amulettes et diverses pièces de sellerie sont aussi confectionnés par les cordonniers.

La teinture est une grande industrie indigène ; on se sert de l'indigo mêlé à de l'alun et de la soude.

Les objets à teindre sont plongés dans cette dissolution et prennent immédiatement une belle couleur bleue. Avec les feuilles de certaines plantes on peut faire une teinte jaune ou une teinte noire. La couleur dépend du nombre des immersions.

D'autres industries locales intéressantes sont celles des métaux : les hauts fourneaux servant à réduire le minerais sont construits en terre, et avec le fer qu'ils produisent, les indigènes réparent leurs haches, couteaux, fusils..., les plus habiles forgerons ne se bornent pas à travailler le fer ou le cuivre, ils arrivent à être d'habiles orrèvres. Dans le Yatenga il y a plus de 1000 hauts fourneaux qui donnent du travail à des milliers de personnes. Des ouvriers européens se sont établis près de Kayes, ce qui a eu une influence heureuse sur l'éducation de la main-d'œuvre.

Enfin on trouve des menuisiers, des charpentiers, des constructeurs de pirogues. La poterie est également très répandue au Soudan ; les indigènes confectionnent des gargoulettes et des alcarazas divers.

Tout cela, c'est la petite industrie nécessaire à la confection des objets courants, mais aucune ne pourrait donner lieu à une exploitation européenne. Le point intéressant, c'est la possibilité de trouver, quand on le voudra, une main-d'œuvre capable d'être initiée au travail industriel.

§. 3 LE COMMERCE

Nous avons examiné dans les paragraphes qui précèdent le développement des sources de la richesse du Haut-Sénégal et Niger : il nous reste maintenant à rechercher par quels résultats commerciaux s'est traduite l'évolution économique du pays.

De toutes les colonies de l'Afrique Occidentale, le Sénégal et le Haut-Sénégal et Niger sont certainement celles qui ont présenté le développement le plus remarquable. Les statistiques n'étant pas séparées il est difficile de savoir exactement la part de chacune de ces deux colonies. Mais en ce qui concerne le Haut-Sénégal et Niger, sans être taxé d'exagération, on peut évaluer pour 1908 à *15 millions* le commerce de cette colonie qui se fait par la voie de Kayes, *les cinq autres millions* du commerce total se faisant par le Guinée, la Côte d'Ivoire et les colonies étrangères voisines. Ce commerce a rapidement progressé, voici d'ailleurs l'échelle de ce processus depuis simplement 10 ans pour le Sénégal et le Haut-Sénégal et Niger.

ANNÉES	IMPORTATION	EXPORTATION	Commerce total
1900 . . .	36 563 285	29 964 142	65 527 427
1903 . . .	51 662 996	40 630 012	92 293 008
1904 . . .	49 846 739	29 920 893	79 767 632
1905 . . .	53 314 778	24 564 355	77 879 133
1906 . . .	54 165 670	35 718 741	89 884 411
1907 . . .	54 696 406	43 858 850	98 555 256
1908 . . .	67 069 680	45 474 069	112 543 749

Sans rentrer dans le détail des divers produits que

nous avons examinés, nous fixerons simplement l'importance de leur transaction par quelques chiffres.

A. — *Exportations.*

EXPORTATION	BOEUFs	OISEAUX VIVANTS
	francs	francs
1890	600	»
1895	»	47.350
1900	5.499	21.415
1905	172.473	32.400
1906	48.643	28.130
1907	224.170	24.762

	CUIRS DE BOEUFs		PEAUX ET PLUMES
	kilogs.	francs	francs
1890 . . .	189.602	169.743	63.276
1895 . . .	26.043	10.418	47.913
1900 . . .	16.955	6.782	78.568
1905 . . .	131.277	52.511	42.370
1906 . . .	144.887	57.955	90.590
1907 . . .	190.538	95.269	77.058

	CIRE		IVOIRE	
	kilogs	francs	kilogs	francs
1890 . . .	21.086	31.629	1.663	13.815
1895 . . .	2.281	2.883	5.504	28.064
1900 . . .	3.879	6.705	5.504	28.064
1905 . . .	31.139	30.704	16.316	188.376
1906 . . .	52.713	66.005	15.068	232.540
1907 . . .	49.483	67.937	21.309	288.573

	AMANDES DE PALMES		ARACHIDES	
	kilogs	francs	kilogs	francs
1890 .	1.329.942	199.402	27.386.206	5.450.555
1895 .	488.316	83.013	51.600.346	7.675.518
1900 .	430.559	64.584	140.921.920	24.240.305
1905 .	903.388	162.610	96.174.575	14.851.224
1906 .	1.045.896	200.548	100.475.799	24.978.652
1907 .	1.430.725	332.391	154.446.906	30.721.781

	GOMMES		CAOUTCHOUC	
	kilogs	francs	kilogs	francs
1890 .	2.902.157	3.310.825	129.561	323.932
1895 .	3.979.292	2.328.816	168.782	590.734
1900 .	2.528.265	2.336.002	440.394	2.136.567
1905 .	2.610.247	1.269.403	1.017.311	4.700.010
1906 .	3.502.844	1.605.259	1.187.737	5.513.106
1907 .	3.437.813	1.552.505	1.040.162	6.637.112

	OR	
	grammes	francs
1890	40.023	120.069
1895	32.888	98.644
1900	55.417	166.251
1905	200.730	602.192
1906	145.233	435.699
1907	151.579	454.737

B. — *Importations*

Le commerce d'importation a suivi une marche parallèle au progrès de l'exportation. Ce développement est d'abord la conséquence de l'œuvre civilisatrice et bienfaitrice de la France.

Déjà elle a développé sérieusement les besoins des

indigènes, elle a accoutumé ceux-ci à un bien-être qu'ils sont les premiers à rechercher. En même temps, ce mouvement commercial aux entrées résulte des besoins généraux de la colonie. La construction des chemins de fer ne se fait pas sans un appel d'importation directe ou indirecte.

Au premier rang des importations viennent les tissus. Autrefois la plus grosse part de ces marchandises était de la guinée, toile bleu uni, vendue par coupes régulières de 15, 30 ou 60 mètres et qui servait de monnaie d'échange. Mais l'argent tend à remplacer le troc, de sorte que le rôle de la guinée a diminué. Ces tissus ont été remplacés par des sucreton ou roume, par des tissus blancs unis ou des cottonnades de fantaisies imprimées. A la catégorie des tissus appartiennent des sacs de jute pour le transport des graines, des arachides et de toutes les marchandises dans l'intérieur du pays. Voici quel a été le mouvement de ces importations

	GUINÉES	TISSUS DE COTON	VÊTEMENTS	SACS	TOTAUX
	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs
1890	843.578	3.473.193	»	181.311	4.624.185
1895	5.054.752	3.439.538	643.320	41.130	8.768.039
1900	6.360.860	6.820.561	639.431	314.223	13.984.904
1905	5.966.626	10.886.497	1.283.813	616.392	19.210.119
1906	5.821.968	12.553.280	1.314.216	680.239	20.666.830
1907	4.089.690	9.417.048	1.419.226	1.230.740	16.463.755

Ensuite on peut dire que les importations les plus considérables sont nécessitées par les travaux publics : bois de construction, fers, matériaux, etc.

	BOIS	MATÉRIAUX	FERS	MACHINES
	Francs	Francs	Francs	Francs
1890	390.082	144.812	83.332	44.761
1895	411.403	485.077	83.954	749.116
1900	527.109	330.335	229.727	163.225
1905	845.594	1.721.668	730.349	1.103.712
1906	1.159.102	1.943.660	493.543	988.915
1907	594.050	4.342.900	630.388	1.437.307

Les matières d'alimentation, à l'usage des Européens, ou destinées à compléter la nourriture des indigènes, sont un facteur très appréciable d'importation. Ce sont les conserves, les farines, les biscuits, les sucres, les vins, le sel, les noix de kola. Voici le mouvement de ces diverses rubriques :

	CONSERVES DE VIANDE	FARINES	BISCUITS	RIZ
	Francs	Francs	Francs	Francs
1890	134.349	363.119	117.657	974.263
1895	220.570	294.997	253.656	1.575.829
1900	184.037	304.115	317.501	1.982.067
1905	265.933	625.301	523.337	2.449.322
1906	173.620	798.317	370.471	3.220.738
1907	379.939	927.645	436.726	5.337.592

	KOLAS	SUCRE	VINS	SEL
	Francs	Francs	Francs	Francs
1890	699.522	421.309	638.411	16 073
1895	906 459	859 332	808 817	22 676
1900	1 544.316	1 127 319	1 008.341	63.963
1905	2 380 104	1 546 252	1 597 302	385 418
1906	2 041.914	1 663.193	1 622 814	175.781
1907	2 587.092	1 400 750	1 572.754	203.256

Enfin en dehors des grandes catégories que nous venons d'examiner, il est encore quelques marchandises qui alimentent un commerce important :

Ce sont : le tabac en feuilles, la houille, la parfumerie, la verroterie, les armes, la poudre.

Voici quelle a été la valeur de ces divers articles.

	TABACS	HOUILLE	PARFUMERIE	VERROTERIE
	Francs	Francs	Francs	Francs
1890	1.065 243	640.210	95.994	87.289
1895	1.608 261	544.296	109.583	75.829
1900	995.730	761.597	157.988	247.321
1905	1 042 280	2.336.585	205.666	191.329
1906	1.401.213	2.570.719	269.726	260.469
1907	1.305.725	3.167.994	293.097	261.084

	ARMES	POUDRE	BIMBELOTERIE
	Francs	Francs	Francs
1890	151.043	115.417	43.156
1895	27.098	233.854	127.709
1900	105.848	200.304	93.747
1905	159.316	185.119	240.548
1906	236.561	165.678	421.428
1907	566.255	106.094	292.968

Le mouvement commercial du Sénégal et du Haut-Sénégal et Niger s'est élevé en 1908 à 112 543.749 francs contre 98.555.256 fr. en 1907. Cette augmentation se répartit très inégalement sur les importations et les exportations : les premières accusent une plus value de 12 273.274 fr., les secondes de 1.615.219 fr. Tous les produits d'importation sont en hausse, sauf le riz, qui par rapport à 1907, présente une moins value de 1.521.291 francs.

C'est donc que la récolte de mil a été satisfaisante. Aux exportations l'année 1908 a été favorable pour les arachides. Les quantités exportées ont atteint une valeur de 32 889 312 francs, soit un excédent de plus de 2 millions sur l'année précédente. Par contre les caoutchoucs se sont ressentis de la crise américaine, ils ont subi un déficit de 2.971.565 francs. Les autres produits secondaires : cire, gomme, houille, ont bien tenu le marché. En somme, en 1908, malgré le marché défavorable du caoutchouc, le chiffre des tran-

sactions commerciales avec l'extérieur a dépassé ceux de 1907 de plus d'un dixième.

Enfin, il ne faut pas oublier qu'il se fait un commerce important par les frontières sahariennes. Les Maures échangent du sel de Taoudénit contre des céréales et des kolas. Par le sud, on trafique des kolas contre les bestiaux. Les principaux centres de transaction sont : Kayes, Médine, Kita, Bamako, Sikasso. Ce trafic ne peut être évalué exactement. Il n'est pas compris dans les tableaux ci-dessus, mais il est loin d'être négligeable. L'oussourou de Tombouctou rapporte à lui seul plus de 100 000 francs.

Année 1907

	IMPORTATION	EXPORTATION	COMMERCE TOTAL
	francs	francs	francs
France	30.895.324	32.681.353	63.577.177
Colonies françaises.	3.458.823	265.738	3.724.561
Angleterre.	10.247.977	1.108.656	11.356.633
Colonies anglaises .	2.651.030	88.879	2.740.300
Hollande	399.906	3.675.590	4.075.496
Allemagne	1.112.791	2.039.270	3.152.061
Etats-Unis	1.090.456	»	1.090.456
Belgique.	5.394	774.850	780.244
Colon. portugaises.	170.461	271.063	441.524
Suède-Norvège . . .	379.711	»	379.711
Danemark	»	324.800	324.800
Colonies espagnoles	87.299	16.665	103.964
Divers.	4.196.334	2.511.286	6.707.260

Complétons ces renseignements par quelques indications sur la part prise dans ce mouvement commercial par les différents Etats.

La part de la France dans ce trafic s'élève à 69 %, tandis que les divers pays se partagent les 31 % qui restent. Il faut noter du reste, que dans les exportations le commerce français accapare à lui seul les 3/4 des produits. Le tableau ci-dessus permettra de voir cette importance pour l'année 1907.

Parmi les pays étrangers, la part de l'Angleterre est prépondérante, bien que ses achats au Sénégal soient assez faibles. En revanche, elle fournit à la colonie plus de 5 millions de francs de tissus et plus de 3 millions de francs de charbon. De la sorte elle domine de beaucoup les autres puissances.

C. — *Chambres de Commerce.*

Ce développement commercial du Haut-Sénégal et Niger a nécessité la création de Chambres de Commerce à Kayes et à Bamako.

La première comprend dans son ressort ; Kayes, Bafoulabé, Kita, Satadougou, Nioro et Goumbou ; de la seconde relèvent les autres cercles de la colonie.

Ces deux chambres sont composées de cinq membres citoyens français et de cinq membres indigènes lisant et écrivant le français. Leur rôle consiste à donner des avis sur les réglemens relatifs au commerce, et sur la création de bureaux de commerce, à dresser des mercuriales.

CONCLUSION

Au lendemain de nos glorieuses campagnes dans la région du Haut-Fleuve, notre effort colonisateur s'était porté vers le mystérieux Soudan qui, selon l'idée ancienne de Faidherbe, devait constituer le point de convergence de notre activité politique et commerciale en Afrique. La possession de l'hinterland pouvait seule assurer l'unité des vastes territoires que nous occupions dans l'Afrique Occidentale, en même temps qu'elle serait l'élément dispensateur de paix et de sécurité.

Par sa douceur comme par sa fermeté, la France républicaine a fait œuvre de justice et d'humanité, elle a ouvert à la civilisation des pays dévastés par les maux séculaires de l'esclavage et de la guerre. Mais l'impartiale histoire oblige à dire la vérité. La France a agi malgré elle, elle a agi sans méthode et sans esprit de suite ; par ses hésitations, elle a perdu les plus belles régions du Soudan et au début, surtout par son imprévoyance et son esprit d'économie mal placé, elle a gaspillé la santé et la vie de ses soldats.

Aujourd'hui notre position s'est consolidée. En

même temps que la mise en valeur de ces régions, nous avons poursuivi la tâche d'unification organique qui s'imposait. Malgré tout, l'œuvre de la France en Afrique ne sera pas achevée avant longtemps. Son activité certes, n'est pas en défaut, mais les territoires sont vastes et la tâche immense, et, comme l'a dit M. Gaston Doumergue, il ne faut accroître et constituer un domaine colonial que dans la mesure de ses forces et en espaçant raisonnablement ses efforts. Ici, comme dans toute l'Afrique, le chemin de fer doit être l'instrument essentiel de la domination pacifique et de l'essor économique du Soudan français. Nous devons donc nous attacher à le développer dans nos possessions de l'Afrique Occidentale Française, mais d'une façon méthodique et progressive, suivant un plan bien étudié, d'après nos disponibilités financières, et sans faire passer en premier lieu des projets d'utilité secondaire au détriment de ceux qui ont un intérêt plus général et plus immédiat. Espérons donc que chaque chose viendra en son temps.

Alors, peut-être un jour, nos petits-neveux iront-ils de Dakar au Tchad par un confortable railway !

Mais si ce rêve, qui nous a hanté dans nos longues nuits d'exil, se réalise, espérons qu'ils ne seront pas ingrats envers ceux qui leur auront tracé la voie, qu'ils n'oublieront pas ceux qui ont souffert et qui sont morts à la peine au cours de l'épopée de la fin du xix^e siècle. Bientôt, nous n'en doutons pas, la

reconnaissance nationale élèvera là-bas, près de Bamako, sur les hauteurs du Niger, le monument commémorateur de tous ces hardis pionniers qui, avec le drapeau français, ont porté au loin nos idées humanitaires. Au passage, le voyageur, ému par la splendeur de la vallée du beau Dioliba, saluera nos gloires coloniales, les Faidherbe, les Borgnis-Desbordes, les Humbert, les Archinard, les Trentinian, les Audéoud qui ont indiqué le chemin à nos administrateurs.

Au terme de cette étude qu'il nous soit enfin permis d'adresser une pensée d'admiration et de reconnaissance à M. le Gouverneur général W. Ponty, qui commença sa carrière coloniale dans ce Soudan, où il revint comme gouverneur, et dont il a été l'âme pendant plus de dix ans.

Vu : *Le Président de la thèse*

C. PERREAU.

Vu : *le doyen*

P. CAUWÈS.

BIBLIOGRAPHIE

- L'Afrique Occidentale Française, 1907 (exposition de Marseille).
Annuaire du Gouvernement général de l'Afrique Occidentale Française, 1909.
Bulletin de l'Afrique Occidentale Française, 1910.
Les chemins de fer en Afrique Occidentale Française. (exposition de Marseille).
G. DEHERME. — L'Afrique Occidentale Française, action politique, économique et sociale, 1908.
H. CHEVANS. — La mise en valeur de l'Afrique Occidentale Française, 1906.
DISLÈRE. — Traité de législation coloniale.
DORVAULT. — Régime de la main-d'œuvre, 1900.
DUBOIS et TERRIER. — Un siècle d'expansion coloniale, 1902.
DUCHESNE FOURNET. — L'Afrique Occidentale Française (Bull. Soc. géogr. commerciale, 1908).
G. FRANÇOIS. — Le budget local des colonies, 1908.
FRANTZ. — Thèse sur le Soudan Français.
GIRAULT. — Principes de colonisation et de législation coloniale.
C. GUY. — Mise en valeur de notre domaine colonial, 1900.
L. HUBERT. — L'éveil d'un monde, 1909.
LEROY-BEAULIEU. — De la colonisation chez les peuples modernes, 1902.
— Le Sahara, le Soudan et les chemins de fer transsahariens, 1904.
H. LORIN. — L'Afrique à l'entrée du xv^e siècle, 1901.
— La France puissance coloniale, 1906.
Capitaine Nou. — Le transsaharien télégraphique (Bull. commerc. Afr. franç.).
— Questions diplomatiques et coloniales, 1909.
RIEMBAU. — De Dakar au Niger, 1908.

SALESSES. - Les chemins de fer de l'Afrique Occidentale Française
(Bul. de soc. géogr. com. de Paris, 1909).

Les voies ferrées de l'Afrique Occidentale française
(Revue générale des sciences, 1908).

LEWIS WARE. — Etude sur la section coloniale de l'Exposition franco-britannique de Londres en 1908.

WANTERS. — Articles dans le mouvement géographique, 1908.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	1
Chapitre I. ESQUISSE GÉOGRAPHIQUE	3
Orographie.	4
Hydrographie	6
Climatologie.	7
Chapitre II. — ETHNOGRAPHIE — HISTORIQUE	8
Ethnographie	8
Historique	14
Chapitre III. — ORGANISATION DE LA COLONIE DU HAUT SÉNÉ- GAL ET NIGER AU POINT DE VUE ADMINISTRATIF ET FINANCIER.	20
1. Organisation administrative.	20
a) de 1891 à 1904	20
b) régime actuel.	23
2. Organisation financière.	28
3. Organisation judiciaire.	36
Chapitre IV. — DES CONDITIONS DE LA PRODUCTION ET DU COM- MERCE.	40
A. — Le régime des terres	40
1. Terres domaniales	40
2. Régime foncier.	49
B — La main-d'œuvre	60
C. — Le Crédit	64

Chapitre V. — L'OUTILLAGE DE LA VIE ÉCONOMIQUE AU SOUDAN. . .	67
§ 1. Routes	68
§ 2. Voies fluviales.	69
§ 3. Voies ferrées	74
§ 4. Communications postales et télégraphiques	93
Chapitre VI. — LES RÉSULTATS OBTENUS.	100
§ 1. L'Agriculture et l'Élevage	100
a. Agriculture.	101
b. Produits forestiers.	104
c. Élevage.	107
§ 2. L'Industrie.	109
A. Industrie européenne.	109
B. Industrie indigène.	112
§ 3 Le Commerce.	114
A. Exportation	115
B. Importation.	116
C. Chambres de Commerce	122
CONCLUSION	123
BIBLIOGRAPHIE	126

ANGOULÈME

IMPRIMERIE L. COQUEMARD ET C^{ie}
